



CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Document de travail No. 178

(Ex-Document Technique No. 178)

CONGO 1965-1999 : LES ESPOIRS DÉÇUS DU « BRÉSIL AFRICAIN »

par

Joseph Maton avec Henri-Bernard Solignac Lecomte

Realisé dans le cadre du programme de recherche:
Afrique émergente



TABLE DES MATIÈRES

ACRONYMES.....	5
PRÉFACE.....	6
SUMMARY.....	8
RÉSUMÉ.....	9
I. INTRODUCTION.....	10
II. LA DÉCOMPOSITION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE : CHRONOLOGIE SOMMAIRE.....	11
III. LE SECTEUR PRODUCTIF : CONTRACTION ET ISOLEMENT	14
IV. REVENUS, POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE MONÉTAIRE	23
V. LA RECONSTRUCTION DU CONGO, CLEF DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION.....	28
VI. CONCLUSION : UNE APPROCHE RÉGIONALE ET COORDONNÉE DE LA REDYNAMISATION DE L'ÉCONOMIE	33
NOTES	38
ANNEXE STATISTIQUE	41
BIBLIOGRAPHIE	51
AUTRES TITRES DANS LA SÉRIE/OTHER TITLES IN THE SERIES	53

ACRONYMES

CDF	Franc congolais
FAR	Forces Armées Rwandaises
FAZ	Forces Armées Zaïroises
FMI	Fonds Monétaire International
FLC	Front de Libération du Congo
FPR	Front Patriotique Rwandais
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines
INS	Institut National de la Statistique
MIBA	Minière de Bakwanga
MLC	Mouvement pour la libération du Congo
MONUC	Mission de l'organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo
MPR	Mouvement Présidentiel de la République
ONG	Organisations non gouvernementales
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République centrafricaine
RCD	Rassemblement Congolais pour la Démocratie
RCD-ML	Rassemblement Congolais pour la Démocratie-Mouvement de Libération
UMHK	Union Minière du Haut Katanga
UPDF	Ugandan People's Defence Force
USD	Dollar américain

PRÉFACE

A l'heure où l'Organisation de l'Unité Africaine opère sa mutation en Union Africaine, le conflit multiforme qui continue de ravager la République Démocratique du Congo et ses voisins d'Afrique centrale demeure le trait de désunion majeur du continent africain. Ce Document Technique, qui reprend les principaux éléments de l'étude de cas réalisée dans le cadre du projet du Centre de Développement sur « l'Afrique émergente », augmenté de données statistiques récentes présentées en annexe, met en lumière les étapes du déclin d'un pays au potentiel économique énorme, et qui depuis son indépendance est considéré à juste titre comme une clef du développement de tout un continent.

De l'étude du Congo, il n'y a que peu de leçons nouvelles à tirer pour identifier les pistes qui peuvent mener à l'émergence d'économies dynamiques en Afrique. A *contrario*, bien entendu, elle confirme d'une manière dramatique les effets dévastateurs de la mauvaise gouvernance et des conflits sur la croissance et le développement, lesquels ont été analysés dans les travaux récents du Centre, comme ceux sur « Conflits et croissance en Afrique ».

En revanche, le cas du Congo, et la réflexion qui s'engage sur les stratégies à mettre en œuvre pour entamer sa reconstruction et celle de ses voisins dans l'éventualité d'une sortie du conflit ouvert qui les afflige, illustre particulièrement bien la nécessité, non seulement de dépasser la logique du cadre national — un tropisme fatal au développement des infrastructures congolaises dans les années 60 et 70 — mais aussi d'aborder celle de la coopération et l'intégration régionales avec un œil neuf. En effet, pour les gouvernements des pays de l'Afrique centrale comme pour les bailleurs de fonds, les leviers traditionnels de l'intégration régionale en Afrique (institutions supranationales, accent mis sur la réforme des politiques commerciales) n'offrent probablement pas un cadre adapté à la re-dynamisation d'une économie régionale largement informalisée, voire « criminalisée ».

Pour permettre au Congo de jouer à terme son rôle de plaque tournante de l'intégration économique du continent africain, c'est plus sûrement l'approche d'une *intégration flexible* qu'il faudra retenir. Celle-ci donnerait la priorité à une mise en valeur des ressources régionales au moyen d'institutions transfrontalières focalisées sur les trois bassins naturels d'activité économique que partage le Congo avec ses voisins, notamment par le développement d'infrastructures rétablissant les liaisons entre les régions Nord-Ouest, Est et Sud et leurs partenaires naturels au delà des frontières de la RDC. Plus que la « pression par les pairs », c'est l'ancrage du Congo dans l'économie régionale aux points de ces bassins d'activité économique transfrontaliers, et la poursuite d'intérêts stratégiques nationaux confluants avec ses voisins, qui pourront mener le Congo vers la paix et le développement. Cette conclusion s'inscrit dans la droite ligne de celles du deuxième Forum international sur les perspectives africaines, organisé conjointement par le Centre de Développement et la Banque africaine de développement en mars 2001.

Je tiens à remercier de nouveau les gouvernements belge et suisse de leurs contributions financières qui ont rendu cette étude possible. L'étude de cas du Congo n'a pu être mise en ligne avec les six autres études de cas du projet « Afrique émergente », aussi mes remerciements vont-ils également au Professeur Joseph Maton, qui a bien voulu ici la synthétiser et la mettre à jour. Je remercie par ailleurs ses collaborateurs de l'Université de Gand, Dr Koen Schoors et Annelies Van Bauwel, coauteurs de l'étude d'origine, ainsi qu'Henri-Bernard Solignac Lecomte, qui a élaboré la version finale de ce Document Technique.

Enfin, je souhaite que l'analyse et les conclusions de ce document contribuent aux travaux du groupe de réflexion sur le développement à long terme des pays de l'Afrique des grands lacs, menée par la Coalition globale pour l'Afrique en collaboration avec le Club du Sahel et le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE, la Banque mondiale, et le PNUD.

Jorge Braga de Macedo
Président
Centre de Développement de l'OCDE
6 septembre 2001

SUMMARY

The economy of the Democratic Republic of Congo is now poorer than it was at independence. From the 1970s, the breakdown of supply and almost continuous erosion of demand gave way to a negative spiral leading to the informalisation, even criminalisation, of whole sectors until the country entered a war economy at the end of the 1990s. The prime reason for such a state of affairs was the atrocious governance record of the Mobutu and Laurent Désiré Kabila régimes — respectively supported, then abandoned by the Great Powers during the Cold War and manipulated by powerful regional neighbours. The resulting human catastrophe represents, apart from an appalling drama, a particularly heavy legacy for the future development of the Congo and creates the conditions for long and drawn-out destabilisation.

An end to the war, conditioned on the eradication of its underlying economic causes, will provide an opportunity for a concerted strategy between the governments of the region, donors and the private sector, together with civil society, to begin the reconstruction of the Congo and provide the conditions for a return to growth and development. This cannot happen, however, without political stability both in the Congo and in neighbouring countries, and the restoration of the rule of law, as well as the basic essentials of governance guaranteeing security and human rights.

With the advent of peace in the region, the current antagonists will find they have a common interest: the creation of a regional economic zone encompassing the Congo and its neighbours and stretching from the Pacific to the Atlantic. The Congo would thus become the centrepiece of the economic integration of the continent. For this to happen, there will have to be a real break with the post-independence past of strictly national economic strategies and a new emphasis, through flexible regional co-operation agreements, on cross-border economic areas. Such decentralised economic development will only be possible in the context of a politically united Congo, since a divided country will be one at war and unstable. Give the size of the task and the importance it represents for the continent as a whole, massive and co-ordinated intervention from the international community is essential.

RÉSUMÉ

L'économie de la République Démocratique du Congo est aujourd'hui bien plus pauvre qu'elle ne l'était à l'indépendance. La désorganisation de l'offre et l'érosion presque continue de la demande l'ont entraînée depuis les années 70 dans une spirale négative, provoquant l'informalisation de secteurs entiers, voire leur « criminalisation », jusqu'à ce que le pays s'installe dans une économie de guerre à la fin des années 90. La première cause en est l'expérience désastreuse, en matière de gouvernance, des régimes Mobutu et L.D. Kabila — respectivement soutenu puis lâché par les grandes puissances pendant la guerre froide, et instrumentalisé par les petites puissances régionales dans la période récente. La situation humanitaire catastrophique qui en résulte représente, outre un drame insupportable, une hypothèque particulièrement lourde pour le développement futur de la RDC, et crée les conditions d'une déstabilisation prolongée.

L'arrêt de la guerre — à condition que les ressorts économiques en soient brisés durablement —, la stabilisation politique du Congo comme de ses voisins, et la restauration d'un état de droit et de principes essentiels de gouvernance, garantissant la sécurité et les droits des personnes, sont nécessaires pour qu'une stratégie concertée entre les gouvernements de la région, les bailleurs et le secteur privé, en association avec les organisations de la société civile, puisse entamer la reconstruction du Congo et favoriser le retour de la croissance et du développement.

Dans une région libérée de la guerre, les protagonistes actuels auront effet un intérêt commun : l'organisation de l'espace économique régional, qui engloberait aussi bien le Congo que ses voisins, et s'étendrait du Pacifique à l'Atlantique. Le Congo pourrait ainsi devenir une plaque tournante de l'intégration économique du continent. Ceci requiert une véritable rupture avec l'approche strictement nationale des stratégies mises en œuvre depuis les indépendances, et la mise en valeur, dans le cadre d'accords flexibles de coopération régionale, des bassins économiques transfrontaliers. Toutefois, un tel développement économique décentralisé n'est envisageable que dans un Congo unifié politiquement, car, divisé, le pays ne connaîtrait ni la paix ni la stabilité. Vu l'ampleur de la tâche, et les enjeux qu'elle représente pour le continent, une intervention massive et coordonnée de la communauté internationale est indispensable.

I. INTRODUCTION

Ce document technique est basé sur l'étude du cas du Congo réalisée dans le cadre du projet du Centre de Développement sur « l'Afrique émergente »¹. Il en reprend notamment le travail original de reconstitution d'une base de données macro-économiques, budgétaires et de la balance des paiements, couvrant la presque totalité des années d'indépendance du Congo², soit 1965 à 1999³. L'analyse privilégie ainsi l'angle économique, tout en soulignant l'importance cruciale des facteurs politiques et même sociologiques.

Après cette brève introduction, la Section II présente un chronologie sommaire de ce qu'il faut bien appeler la décomposition progressive de l'économie congolaise, minée par la mauvaise gouvernance et la déliquescence des institutions de l'État. La Section III retrace l'évolution, de l'indépendance à la fin des années 90, des deux secteurs clefs de l'économie congolaise, l'agriculture et les mines. La Section IV analyse l'évolution des revenus, ainsi que des politiques budgétaire et monétaire des gouvernements successifs du régime de Mobutu et de Laurent Kabila. La Section V, partant de l'hypothèse d'un arrêt prochain de la guerre, présente les conditions préalables à la reconstruction de l'économie congolaise. Enfin, la Section VI conclut en proposant des pistes de réflexion pour le redémarrage de la croissance au Congo.

II. LA DÉCOMPOSITION DE L'ÉCONOMIE CONGOLAISE : CHRONOLOGIE SOMMAIRE

A partir de 1960, une fois obtenue une indépendance à laquelle ses élites et les institutions léguées par la colonisation étaient mal préparées⁴, le Congo connaît cinq années de désordre : lutte entre factions rivales pour le pouvoir, assassinat du Premier Ministre Patrice Lumumba, tentative de sécession du Katanga⁵, départ précipité des européens, désorganisation des réseaux de transport, effondrement de la production agricole, informalisation des activités extractives, etc. Ce désordre ouvre la voie à Joseph Mobutu, alors Maréchal de l'armée nationale, qui à la suite d'un coup d'état réussi en 1965, restaure la paix et fonde la Seconde République. Les années 1965-74 représentent alors une période de stabilité et de croissance rapide, encouragée par une politique économique libérale, qui convenait aussi aux entrepreneurs et planteurs d'origine non congolaise.

Du libéralisme au nationalisme « extrême »

A la fin des années soixante, le Président Mobutu lance un « Plan Décennal ». Faire du Congo le « Brésil Africain » est l'un des slogans de son « Manifeste de la Nsélé » de 1971. Cette même année, le Congo est rebaptisé Zaïre. La politique d'industrialisation d'alors se situe dans la droite ligne des recommandations de la plupart des penseurs du développement de l'époque. Elle prévoit la conversion d'une économie largement basée sur les activités agricoles et extractives en une économie moderne, au moyen d'investissements dans les infrastructures et l'industrie de transformation. Le Congo est en effet extrêmement riche en minerais, dont certains se trouvent très éloignés de Kinshasa, comme les gisements de fer⁶. La décennie 1970-80 est l'époque des grands projets, comme la centrale hydroélectrique d'Inga, mais aussi des éléphants blancs, financés par l'endettement extérieur, que garantissent les énormes ressources naturelles du pays. Or ces projets coûtent cher, et dans certains cas s'avèrent ruineux, ne rapportant pas assez pour rembourser les intérêts et les acomptes sur des prêts que le monde extérieur accorde volontiers. La communauté internationale est en effet aussi convaincue de l'avenir du Zaïre que Mobutu lui-même.

Les années 1973 et 1974 sont un tournant : Mobutu exclut toute opposition politique. Un parti unique (le MPR, Mouvement Présidentiel de la République), dont lui-même est le chef absolu, monopolise les commandes de l'économie. Suivant les principes nationalistes du Manifeste, la société d'exploitation du cuivre et du cobalt, l'Union Minière du Haut Katanga, est nationalisée et devient la « Gécamines » (Générale des Carrières et des Mines). Les plantations et entreprises du secteur moderne, dont la plupart étaient aux mains de chefs d'entreprise d'origine étrangère (belges, portugais, grecs, etc.) sont saisies et transférées à des proches de Mobutu et des jeunes diplômés sans réelle expérience des affaires. Une nouvelle classe dominante émerge ainsi, constituée d'obligés du Président. Le système politique d'alors illustre bien la « politique du ventre » décrite par Jean-François Bayart : les acteurs utilisent leur capital de

ressources politiques, étroitement liées à la proximité de l'État comme centre de redistribution, pour accéder aux ressources économiques⁷.

Les années 1975-82 sont celles d'un nationalisme extrême, qui consacre la « zaïrisation » de l'économie, sape la confiance des investisseurs et provoque la fuite des capitaux. Les bailleurs de fonds réalisent que le Zaïre devient insolvable, et accordent un rééchelonnement de sa dette. A partir de 1980, le prix du cuivre commence à fléchir, et la Gécamines apparaît moins solide qu'on l'avait cru. Des rapports confidentiels, connus de la Banque Mondiale, parlent de « fuites » des actifs et des ressources, qui seraient distribués parmi la cour de Mobutu. La Banque mondiale veut toutefois donner sa chance à la Gécamines, attribuant de nouveaux crédits destinés à accroître sa capacité de production et sa productivité. Entre 1983 et 1989, le FMI et la communauté internationale parviennent à obtenir une réduction du déficit budgétaire, ainsi qu'une réhabilitation partielle du secteur minier. Toutefois, cette stratégie de soutien est un échec. A partir de 1989, il est devenu clair que la Gécamines, véritable « vache à lait » du régime, peine de plus en plus à se maintenir sur le marché international. La Banque Mondiale est convaincue que le protectionnisme et la manipulation des taux de change n'ont plus de sens dans le contexte de la globalisation, et que seule la privatisation peut restaurer une bonne gestion. Le taux de change est bien libéralisé, mais Mobutu s'oppose à la privatisation, tout comme il résiste aux pressions de la communauté internationale en faveur d'une démocratisation du régime.

A la fin de la décennie, il prend néanmoins conscience que la société, fragilisée, ne peut maintenir le volume de ses contributions à l'État et aux services de la Présidence, qui en effet diminuent considérablement à partir de 1990. C'est alors qu'il rompt avec la Banque mondiale, qui ne voulait plus soutenir la société. L'aide internationale est suspendue, y compris l'aide humanitaire. Le Président ne voit plus alors d'alternative à une politique de création monétaire : la Banque Centrale, aux ordres, commence à créer une masse excessive de monnaie, alimentant l'hyperinflation jusqu'en 1993. La Gécamines tombe aux mains du zimbabwéen Rautenbach, qui souhaitera plus tard vendre à une des grandes multinationales minières, mais ne trouvera pas preneur. La cessation d'activités de la Gécamines, dont la production chute de 30 pour cent en 1991, met fin aux exportations de cuivre, en partie remplacées par celles de diamants, qui à la différence du cuivre, n'apportent guère de recettes fiscales et dont le commerce est partiellement dominé par des réseaux maffieux. Parallèlement, les émeutes de septembre 1991 et le saccage des principales agglomérations consacrent l'effondrement de l'économie formelle.

La guerre et la criminalisation de l'économie congolaise

L'arrêt de l'essentiel des activités de la Gécamines coïncide avec la fin de la Seconde République. Mobutu annonce alors l'avènement de la Troisième République, qui doit voir la libéralisation de l'économie mais aussi du régime politique, avec l'avènement du multipartisme et la convocation d'une Conférence nationale chargée de réécrire la Constitution. En 1994, il nomme comme Premier Ministre Kengo Wa Dondo, considéré comme l'interlocuteur privilégié des institutions financières internationales. Celui-ci parvient à freiner l'hyperinflation et amorce une politique de libéralisation et de

privatisations. Les années 1995-96 voient alors une légère amélioration de la situation économique.

Lors du génocide au Rwanda en 1994, Mobutu est du côté des génocidaires. Trois ans plus tard, inquiets de la présence à leur frontière de plus d'un million de réfugiés hostiles, le régime rwandais place Laurent Kabila, obscur révolutionnaire local, à la tête d'une rébellion lancée depuis l'Est du Zaïre contre le régime de Mobutu. Son objectif est d'instaurer au Kivu une zone tampon le mettant à l'abri d'incursions des partisans de l'ancien régime en exil. Kabila reçoit aussi le soutien du gouvernement ougandais, allié du régime rwandais dont il a soutenu l'arrivée au pouvoir. A l'intérieur du Zaïre, Mobutu se trouve isolé. Considéré comme un libérateur aussi bien par la population que par l'armée, Laurent Kabila s'installe à Kinshasa en 1997, et le Zaïre devient la République Démocratique du Congo. Sur le plan des finances publiques, la Banque Centrale peut alors tenter d'achever la tâche commencée sous Kengo : rétablir les principaux équilibres macro-économiques et freiner l'inflation.

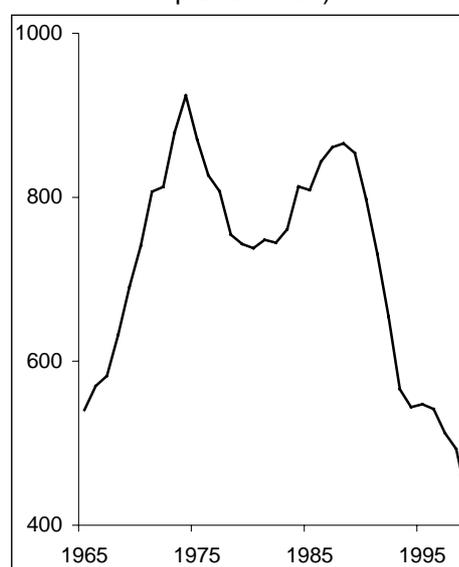
La guerre qui éclate à nouveau en 1998, lorsque Kabila tente de se débarrasser de la tutelle du Rwanda et de l'Ouganda, interrompt cet effort. Kabila est soutenu par l'Angola et le Zimbabwe, ainsi que la Namibie, cette fois contre le Rwanda et l'Ouganda avec qui il a rompu⁸. Ces derniers occupent une partie du territoire avec les forces rebelles congolaises qu'ils soutiennent⁹. Les alliés de Kabila, qui leur a confié des concessions minières en échange de leur appui, contrôlent également d'autres parties du territoire congolais. Kinshasa se retrouve ainsi coupée d'une large partie de son *hinterland*, dans la mesure où le cours supérieur du fleuve Congo et de ses affluents est contrôlée par les soldats et les mercenaires hostiles au régime de Kabila. En 1999, le taux de change est à nouveau administré, dans l'espoir de reprendre le contrôle des revenus en devises tirés du commerce des diamants. Les accords de Lusaka, signés en juillet cette même année, ne suffisent pas à mettre fin à la guerre, et Laurent Kabila est assassiné en janvier 2001. L'accession de Joseph Kabila au pouvoir s'accompagne de l'amorce timide d'un retrait des forces en présence. L'envoi d'observateurs des Nations Unies — MONUC — laisse alors entrevoir une possibilité plus grande d'une résolution politique du conflit, au moyen du « dialogue inter-congolais » prévu dans le cadre de ces accords, et dont les travaux préparatoires se sont tenus à Gaborone en août 2001.

III. LE SECTEUR PRODUCTIF : CONTRACTION ET ISOLEMENT

L'économie du Congo est aujourd'hui bien plus pauvre qu'elle ne l'était à l'indépendance, malgré des performances remarquables en terme de croissance jusqu'au milieu des années 70 (Figure 1). Le quart de siècle écoulé a vu l'érosion progressive de la demande et la désorganisation de l'offre entraîner l'économie dans une spirale négative, provoquant l'informalisation de secteurs entiers, voire leur « criminalisation », jusqu'à ce que le Congo s'installe dans une économie de guerre à la fin des années 90.

L'évolution des deux secteurs clefs de l'économie congolaise, l'agriculture et les mines, entre l'indépendance et la fin des années 90, illustre bien l'échec des stratégies de développement du Congo. Entre autres facteurs, la déliquescence des infrastructures, pour la plupart conçues dès l'origine, dans un cadre strictement national, pour faire « remonter » les productions des régions agricoles et surtout minières vers Kinshasa et la région côtière du Bas Zaïre — principaux centres de consommation et d'évacuation vers les marchés extérieurs — a contribué largement à cette dégradation et à l'isolement progressif de l'économie congolaise de ses marchés d'exportation hors du continent. Quant aux liaisons avec les marchés locaux et régionaux, ainsi qu'avec les ports des pays voisins, elles avaient été largement négligés.

Figure 1. **PIB, 1965-99**
(milliards de francs congolais,
prix de 1987)



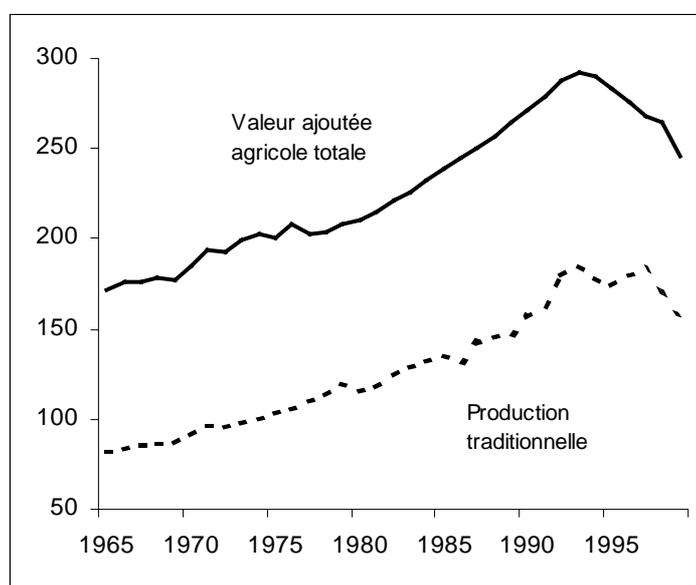
Source : Annexe statistique

L'agriculture

La contraction de la production vivrière

La valeur ajoutée du secteur agricole connaît une hausse jusqu'en 1993, puis à partir de cette année, une baisse spectaculaire, principalement due à la chute de la production vivrière totale¹⁰ (Figure 2).

Figure 2. **Évolution de la production agricole, 1965-99**
(milliards de francs congolais, prix de 1987)



Source : Annexe statistique.

Pourquoi la baisse a-t-elle commencé en 1993 pour s'accroître ensuite ? D'abord pour des raisons liées à la demande : depuis le début de la décennie, le gouvernement ne peut plus payer convenablement ses fonctionnaires. Selon les statistiques officielles, la moyenne salariale était en 1993 moins de la moitié de celle de 1990 (voir Tableau 5 en annexe). Le chute du pouvoir d'achat des Kinois et de la demande de tubercules de manioc ont déprimé à leur tour l'offre, concentrée dans la région de Bandundu, autour de la capitale.

Ensuite, au début des années 90, le dérèglement des transports a accru rapidement l'isolement de Kinshasa. A partir de 1993, avant même le début de la guerre, le trafic des bateaux sur le fleuve Zaïre et ses affluents devenait en effet risqué, des soldats — vrais ou faux — rançonnant régulièrement les voyageurs. La quasi fermeture du fleuve Zaïre a ainsi entravé les liaisons de la capitale avec les régions du nord-ouest, du nord-est et du nord. Or, ces régions étaient importantes pour son approvisionnement en produits vivriers. Quant à la liaison avec le Katanga par la Voie Nationale, dont une partie se situe sur un affluent du fleuve, elle est également devenue difficile à cette époque.

Quand finalement la guerre éclate et se ramifie, l'impact sur l'agriculture est tel que la production vivrière ne peut plus fournir le nombre requis de calories pour nourrir décemment la population (Figure 3). A la fin des années 90, le niveau du nombre de calories disponible atteint un niveau critique. La situation à Kinshasa est pire que dans le reste du pays. Mégapole passée de moins d'un million d'habitants en 1965 à près de 6 millions en 1999 (voir Tableau 1 en annexe), siège de l'État central ayant longtemps bénéficié des transferts en provenance du Katanga (cuivre et cobalt) et de la région du Kivu-Ituri (or et autres métaux précieux), Kinshasa est devenue une ville pauvre : l'assiette fiscale de l'État central est presque vide.

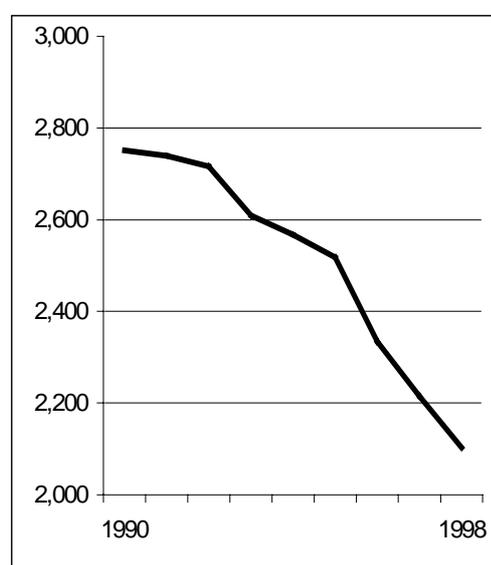
Le déclin de la production agricole d'exportation

Avant l'indépendance de 1960, le Congo est un des principaux exportateurs de produits tropicaux : coton, huile de palme, huile de palmistes, caoutchouc, café, thé et cacao sont produits, d'une part, dans les plantations, et d'autre part, par les paysans villageois. Le Congo se trouvait à la pointe de la technologie moderne, dépassant en productivité les entreprises de la Malaisie et des autres pays du sud-est asiatique. Au cours des années 60 et 70, les performances de la production agricole commercialisée se dégradent considérablement.

Outre les effets de la zaïrisation, le manque d'infrastructures est une des principales causes de cette dégradation. Dans un pays aussi vaste que le Congo, en effet, les produits de rente comme le coton sont souvent cultivés à grande distance des centres de consommation, que jouxtent plutôt les cultures vivrières ; d'autres produits nécessitent quant à eux un terroir spécifique. Le pays a donc besoin d'un réseau de routes, en partie asphaltées, qui relie les sites de production, au réseau fluvial, vers les points de transformation, de consommation, et d'exportation.

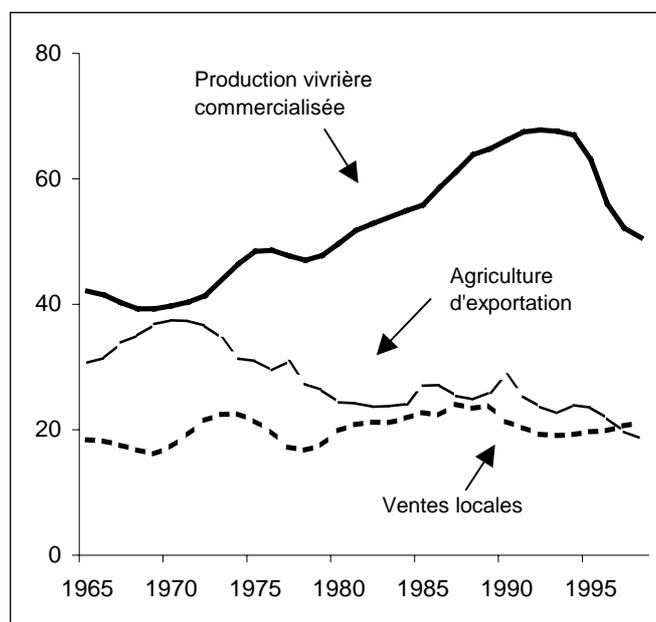
Les bailleurs de fonds n'ont jamais réussi à élaborer un plan d'ensemble, qui desservirait les régions reculées et permettrait la circulation des camions lourds¹¹. Une limite essentielle fut de concevoir les liaisons routières dans un cadre contraint par les frontières nationales du Congo, au lieu de les penser dans un cadre régional ou transfrontalier tenant compte des zones d'activités et des d'échanges réels et potentiels. La Voie Nationale en est l'exemple typique, qui reflète la priorité du gouvernement de l'époque, comme des bailleurs de fonds : la liaison des gisements de cuivre katangais avec le port de Matadi sur la côte atlantique. Du point de vue agricole, l'amélioration des réseaux routiers reliant les villages au réseau fluvial aurait sans doute desservi cette priorité, et l'agriculture n'a jamais été parmi les grandes préoccupations du gouvernement. En définitive, cette négligence est certainement une des principales causes de la disparition de toutes les cultures traditionnelles, sauf le café et le bois, de la liste des produits exportés. La Figure 3 montre l'évolution de la valeur des produits agricoles d'exportation en prix constants de 1987¹².

Figure 3. **Évolution du nombre de calories par homme-jour, 1990-98**



Source : Annexe statistique.

Figure 4. **Composantes de la production agricole, 1965-99 :**
production vivrière commercialisée, production exportée et ventes locales
 (Moyennes pondérées sur 3 ans, Milliards de francs congolais, prix de 1987)



Source : Annexe statistique.

Le café et le bois constituent la majeure partie de ces exportations non minérales. Les exportations de bois sont en expansion continue aussi bien que les ventes locales (Tableaux 3.2 et 3.3 en annexe).

- Dans le secteur du **bois**, les intérêts des exportateurs (de grumes et de bois scié) concordent avec les intérêts d'une population qui cuisine au feu, mais les coupes de bois mènent à la déforestation rapide de la forêt tropicale.
- La production du **café** est en perte de vitesse. Les plantes caféières ont vieilli et doivent être renouvelées, ce qui implique une perte temporaire de revenu pour la population. On doit donc s'attendre à ce que les caféiers ne seront pas renouvelés et que la baisse des exportations continuera.
- Les **produits de plantation** comme le caoutchouc et les oléagineux sont typiquement des produits d'exportation, le marché local étant trop réduit. Or, le Congo n'est plus compétitif face aux plantations du sud-est asiatique, qui sont devenues supérieures en termes de gouvernance, et disparaissent comme produits d'exportation.
- La culture du **coton**, imposée au temps de la colonie et considérée comme une culture « de pauvres », subsiste encore pour approvisionner quelques usines cotonnières locales.

La valeur de l'ensemble des exportations des produits agricoles en dollars est donnée dans l'annexe (Tableau 3.2), ainsi que la valeur exportée du **pétrole** (Tableau 4), classé comme un produit non minéral, mais qui ne ressort pas de la rubrique de l'agriculture. Au cours de la décennie 1990-99, la part du pétrole dans le total des valeurs exportées oscillait aux environs de 10 pour cent. La part des produits agricoles est quelque peu supérieure à celle du pétrole, mais reste marginale en comparaison de celle des minerais. Parmi ces derniers, le diamant, dont l'exploitation et le commerce demandent une organisation beaucoup moins complexe que ceux des produits agricoles, occupe aujourd'hui une place de premier rang.

Du cuivre au diamant : l'informalisation du secteur minier

Cuivre et cobalt

Le Congo est extrêmement riche en minerais, qui sont indiscutablement l'un des enjeux essentiels de la guerre africaine actuelle. Avant la guerre, les minerais représentaient le pilier de plusieurs pôles géographiques de développement du pays. Ils étaient en effet concentrés dans trois régions : le cuivre et le cobalt au Katanga, les mines d'or (et d'autres métaux précieux) dans la région du Kivu et de l'Ituri, et les concessions de diamants au Kasaï. Ces dernières furent envahies par des creuseurs artisanaux au cours des années 70, qui élargirent ensuite leur domaine d'action vers le nord.

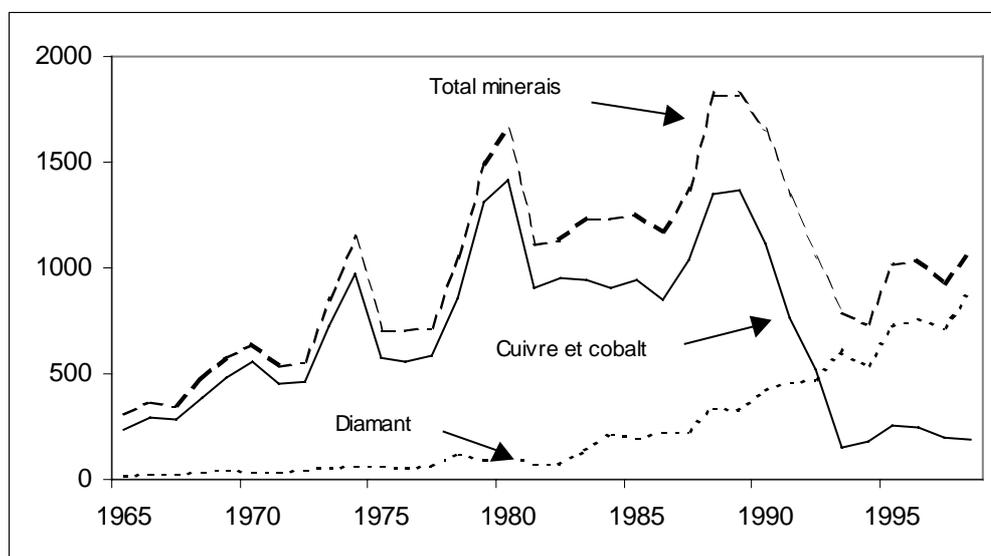
Tous les minerais sont exportés et la balance des paiements est donc la source d'information par excellence. Toutefois, une partie étant depuis longtemps exportée frauduleusement, ces chiffres ne constituent que des approximations, surtout ceux qui se réfèrent au diamant. Les estimations basées sur la balance des paiements se trouvent dans le Tableau 4 en annexe, et la Figure 5 sur la page suivante est basée sur ces données.

La Figure 5 appelle plusieurs remarques. D'abord, les minerais constituent la majeure partie des exportations totales, les exportations agricoles étant devenues marginales et les exportations de pétrole étant très limitées en comparaison des revenus miniers. Or, la production de cuivre et de cobalt, d'une part, et celle de diamants, d'autre part, constituent presque la totalité des exportations de minerais.

Deuxièmement, si la société productrice de cuivre et de cobalt, la Gécamines, disparaît en 1993, au moment où une des grandes galeries souterraines de la mine s'effondre, la chute de la production commence en fait en 1989. L'agonie puis la mort de la société, véritable « vache à lait » du Président Mobutu et de son entourage, découlent de leur attitude prédatrice, en lieu et place d'une véritable gestion.

Troisièmement, le diamant a remplacé en partie le cuivre, mais le total des exportations n'est plus qu'une fraction de ce qu'il était auparavant : la moyenne pour 1996-98 ne représente que 42 pour cent des exportations de 1988. Il faut toutefois observer que le partage des bénéfices dans le secteur du diamant est largement supérieur à celui des revenus du cuivre et du cobalt.

Figure 5. **Exportation de minerais, 1965-98**
(en milliers de dollars)



Source : Annexe statistique.

Enfin, la disparition de la Gécamines marque l'effondrement de l'économie formelle, en raison de ses répercussions importantes sur les recettes fiscales de l'État, mais aussi de la fermeture concomitante de la Voie Nationale, la liaison entre la capitale et une des régions les importantes du pays sur le plan économique, le Katanga (voir Encadré 1).

Le diamant

Les vagues de privatisations conduisirent à la suppression de la concession de la société MIBA (Minière de Bakwanga), ouvrant de nouvelles opportunités immédiatement saisies par les artisans et petits entrepreneurs du secteur informel. La production moyenne de diamants, passée de 55 pour cent des exportations du pays en 1997 à 65 pour cent en 1998, n'a de cesse d'augmenter depuis. Les bénéfices réalisés dans ce secteur informel sont-ils supérieurs à ceux de l'industrie moderne ? Ce n'est pas sûr, mais les creuseurs à la recherche de travail n'avaient pas le choix, puisque depuis 1990, les investisseurs privés ne se risquaient plus dans de nouvelles affaires au Congo.

Devenu la plus importante source de devises du pays, le diamant est l'objet d'une lutte acharnée pour garder ou récupérer le contrôle des devises fortes. Laurent Kabila en avait besoin, entre autres, pour financer sa guerre¹³. En 2000, il oblige les comptoirs à passer par Kinshasa, à vendre les diamants à un cours franc-dollar surévalué, et à remettre les devises obtenues au Gouvernement. L'opération est un échec. Il est impossible de taxer le diamant ou d'imposer un prix officiel, car le secteur est en grande partie frauduleux. Par ailleurs, il représente un enjeu important pour les puissances voisines, parties au conflit, qui ont des intérêts propres à défendre dans ce secteur. Les alliés du Rwanda et de l'Ouganda avaient ainsi intérêt à empêcher que le diamant en

provenance du Kasai n'arrive à Kinshasa et ils mirent tout en œuvre afin d'occuper la région diamantifère. L'Angola de son côté ne voulait pas que les diamants du Kasai passent la frontière pour arriver dans le camp de l'UNITA. Ces intérêts incompatibles des voisins du Congo rendent difficile l'exécution des accords de Lusaka, qui prévoient le retrait de toutes les armées étrangères, sans lequel un accord entre congolais semble impossible.

Quoiqu'il en soit, si la guerre s'arrête, rien n'empêcherait l'exploitation et le commerce du diamant de devenir des activités « normales » du secteur informel, ni qu'une industrie moderne se développe à ses côtés.

Encadré 1

Le rôle des infrastructures dans les opérations puis la fermeture de la Gécamines

Les difficultés croissantes de la Gécamines — l'ancienne Union Minière (belge) nationalisée —, et finalement la cessation de ses activités au début des années 90, sont imputables à plusieurs causes : un assez faible contenu en cuivre du minerai katangais, surtout dans les anciennes mines, qui fait qu'il cesse rapidement d'être compétitif en cas de baisse prolongée des prix internationaux ; les taxes exorbitantes imposées jusqu'au début des années 1990 par l'État congolais, peu soucieux des problèmes de la société ; mais aussi une géographie difficile (le Katanga est une enclave éloignée des ports maritimes) qui rend nécessaires des infrastructures de qualité. Or celles dont s'est pourvu le Congo ont souffert à la fois d'être mal conçues — négligeant plusieurs liaisons potentielles avec les économies voisines — et de ne pas avoir été entretenues.

L'évacuation du cuivre-cobalt peut se faire par quatre chemins (voir Carte 1). Des deux voies qui s'ouvrent à l'Est, sur la côte Pacifique de la Tanzanie et du Mozambique, le Congo n'a jamais fait usage : le transport prenait trop de temps et les frais devaient être payés en devises. Surtout, la politique nationaliste, centrée sur les bénéfices immédiats pour le pays, a ignoré la dimension régionale. Dans le contexte d'une stratégie future, le Katanga devrait être relié, entre autres, au sud et aux ports du Pacifique.

Deux autres chemins relient le Katanga à l'océan Atlantique. Le premier reliait Lobito (Angola) par Benguela en 12 jours de train, avant la fermeture du chemin de fer en 1975. Les paiements des transports sur cette ligne se faisaient aussi partiellement en devises. Dans un contexte régional, ce calcul sur les paiements de devises ne devrait pas primer dans le choix d'une route. La suppression de cette voie ferrée, qui mit fin à une liaison naturelle et courte entre le Katanga et le Pacifique, est regrettable. Sa reconstruction éventuelle avec des fonds de la communauté internationale devrait figurer parmi des projets régionaux à discuter dans des commissions d'investissement transnationales, où le Congo et ces voisins se retrouveraient avec des représentants de la communauté internationale. L'enjeu n'est pas le chemin de fer en tant que tel, mais le dépassement des préoccupations nationalistes, et une approche transfrontalière des projets d'infrastructures. Celles-ci doivent être conçues par un ensemble de pays soucieux de mettre en valeur les richesses de toute la région.

Le deuxième chemin, la Voie Nationale, reliait le Katanga au port de Matadi. En 1981, le transport prenait 17 jours. La priorité attribuée par l'État congolais à cette voie a toujours été source de controverses. Le premier argument en sa faveur était que cette voie reliait les gisements de cuivre au port de Matadi. Un réseau de bonnes liaisons entre la capitale et une région lointaine comme le Katanga était à juste titre considéré comme important. En outre, les recettes du cuivre contribuaient à financer l'entretien de cette voie. Cet entretien était coûteux car la voie était très longue. La Voie Nationale passe par Ilebo, qu'un chemin de fer, « le train du cuivre », reliait aux mines de Kolwezi. Un premier transbordement est donc nécessaire à Ilebo, puisque le chemin continue par voie fluviale jusqu'à Kinshasa. Là, après un deuxième transbordement, le cuivre continue sa route sur le chemin de fer Kinshasa-Matadi. L'exploitation des gisements du Katanga nécessitant l'importation de machineries lourdes, l'entière ligne devait être équipée pour cette capacité afin de permettre ces transports, et la Gécamines disposait des moyens pour financer cet entretien. La compagnie pouvait retenir 45 pour cent de ses recettes pour financer ces importations, et devait transférer les 55 pour cent restant à l'État. Cette ponction était excessive : la Gécamines dut affronter des difficultés croissantes pour financer ses importations et s'endetta beaucoup. Tandis que les prix du cuivre commençaient à diminuer à partir de la deuxième moitié des années 1970, les prix des importations augmentaient simultanément, en particulier à cause de l'évaluation du dollar. Par conséquent, la compagnie ne réussit plus à entretenir ses installations sur le site et le long de la Voie Nationale. Pour résoudre ce problème, un plan quinquennal fut élaboré en 1983. Les investissements dans le cadre de ce plan expliquent la hausse de la courbe de production au cours de la deuxième moitié de la décennie 1980-90 (voir Figure 4). La Banque Mondiale a largement contribué au financement de ce plan, accordant des dons et des nouveaux prêts à long terme au gouvernement et à la Gécamines.

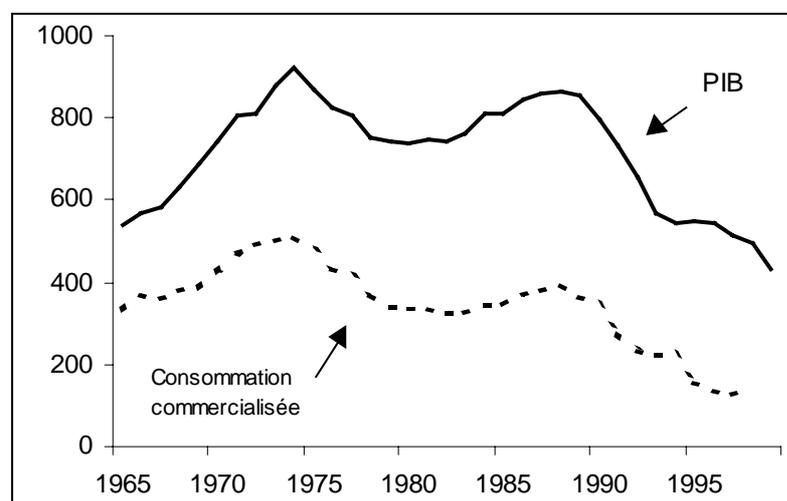
Malgré cela, au début des années 90, les dettes de la Gécamines atteignaient 700 millions de dollars. Plus personne ne voulut alors intervenir : après les incidents qui s'étaient produits à l'Université de Lubumbashi en 1991, toute aide extérieure avait été suspendue. En 1992, le matériel roulant sur les chemins de fer reliant Ilebo à Kolwezi était devenu si vétuste et déficient qu'il fallait 36 jours pour faire le trajet. Les trains auraient dû s'arrêter, même si la galerie de Kamoto ne s'était pas effondrée en 1993. Cette année marque ainsi la fin de la Gécamines, après dix ans de chute de la production.

IV. REVENUS, POLITIQUE BUDGÉTAIRE ET POLITIQUE MONÉTAIRE

Revenus et production manufacturière

La consommation commercialisée, qui suit l'évolution du PIB commercialisé, commence à baisser définitivement à partir de 1990 (Figure 6). Auparavant, dans la deuxième moitié de la décennie 1980-90, on observe une légère remontée, due à la réalisation du Plan Quinquennal de la Gécamines. C'est l'époque à laquelle les institutions internationales (Banque Mondiale et FMI) soutenaient le Congo dans le but de réhabiliter les équilibres macro-économiques, en particulier dans le secteur public.

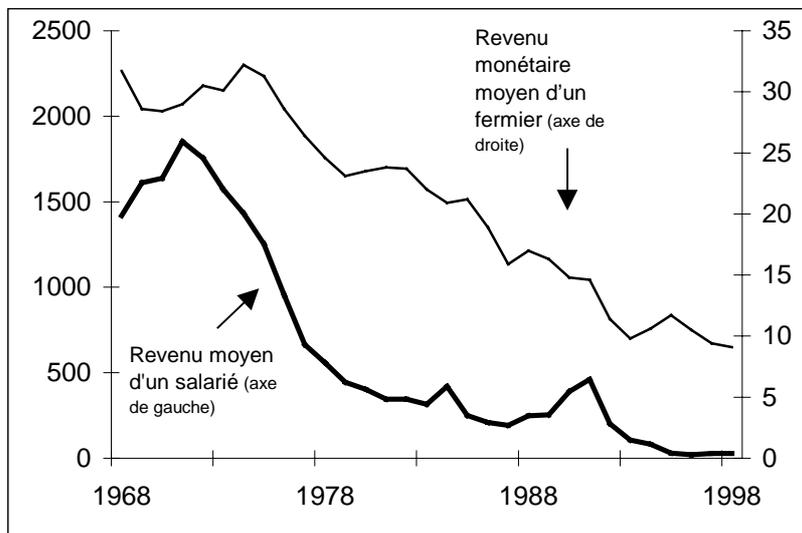
Figure 6. **PIB et consommation des ménages commercialisée, 1965-99**
(Milliards de francs congolais, prix de 1987)



Source : Annexe statistique.

Le niveau des salaires n'a connu, en revanche, aucun rebond au cours de cette période. L'inflation a conduit au contraire à une dégradation quasi ininterrompue depuis 1971. Avant cette date, le niveau des salaires était très élevé, principalement du fait de la présence de cadres expatriés belges, aussi bien dans le secteur public que dans le privé, dont les salaires étaient même considérablement supérieurs à ceux payés en Belgique. Ce niveau élevé fut conservé après l'indépendance, quoique la situation économique ne s'y prêta pas. A partir de la deuxième moitié de la décennie 1970-80, ces salaires commencent à s'effriter. Mais même à la fin de la décennie 1990-99, ces revenus sont encore bien supérieurs à ceux des paysans (Figure 7)¹⁴. Ceci explique, entre autres, l'exode rural et la croissance rapide de la population urbaine¹⁵.

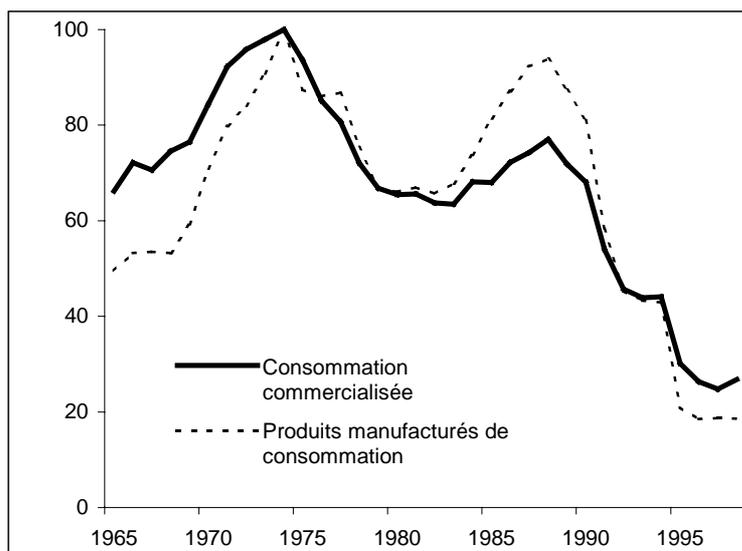
Figure 7. Évolution des revenus moyens, 1968-98
(salaires, revenus monétaire des fermiers, en \$ de 1995)



Source : Annexe statistique.

L'évolution de la production locale de biens de consommation manufacturés suit celle de la demande, qui est déterminée par la variable « consommation commercialisée » (Figure 8). En 1998, cette production ne représentait plus que 20 pour cent de son niveau maximum atteint 1974. Le Tableau 6 en annexe montre que le secteur des biens d'équipement connaît une évolution similaire.

Figure 8. Consommation commercialisée et production manufacturière, 1965-98
(indice 100 en 1974)



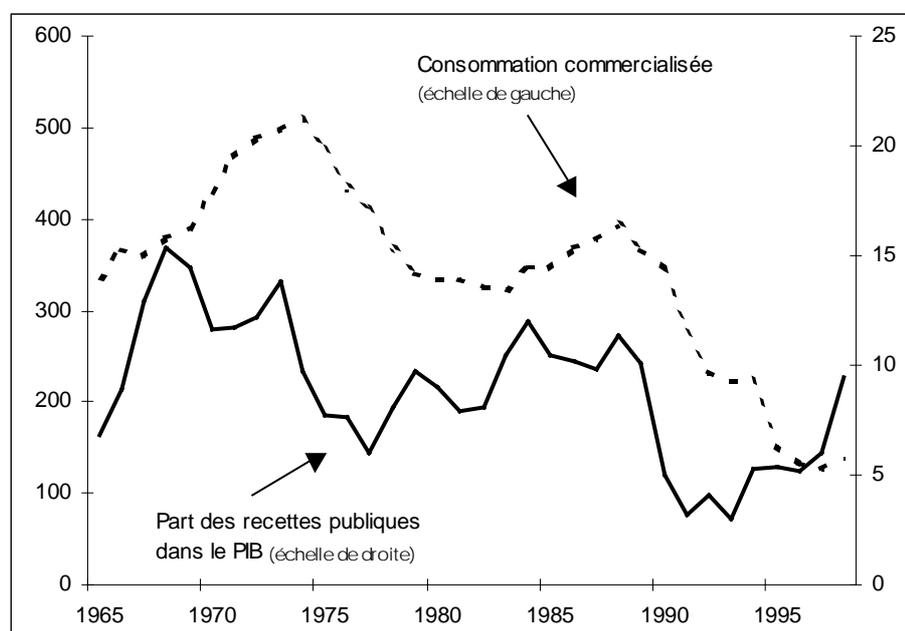
Source : Annexe statistique.

Le pays est pris en effet dans un cercle vicieux : on assiste ainsi à un véritable processus de « désindustrialisation », qui provoque une réduction de la masse salariale, donc de la consommation monétaire, qui aggrave la désindustrialisation. De plus, le gouvernement, dont les ressources budgétaires déclinent, n'est plus en mesure de maintenir l'ordre et la paix. Cette situation contribue à la méfiance des investisseurs étrangers éventuels.

Politique budgétaire : l'effondrement des dépenses publiques

L'évolution des recettes publiques retracée par la Figure 9 montre que la courbe suit en général celle de la consommation commercialisée. La chute en 1990-93 s'explique par l'hyperinflation : l'inflation était si grande que les taux de taxation ne pouvaient pas être ajustés à temps. A partir de 1996, les recettes se redressent toutefois de manière remarquable. Cette hausse se poursuit les années suivantes, bien que le niveau reste en dessous des 15 pour cent du PIB atteints dans les années 60. Notons qu'une importante réforme fiscale a eu lieu en 1998, qui tente d'inclure la contribution du secteur informel, probablement dans le but d'accroître les sources de financement de la guerre.

Figure 9 : **Part des recettes dans le PIB et consommation commercialisée**
(en pourcentage du PIB ; en milliards de Zaïres, prix de 1987)



Source : Annexe statistique.

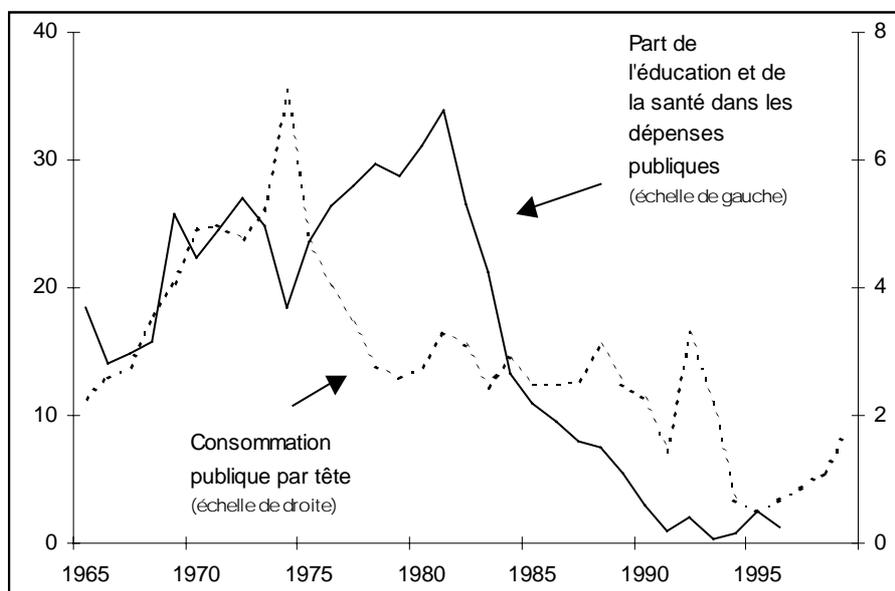
La composition des taxes se trouve en annexe (Tableau 7). Celles payées par les comptoirs de diamant sont marginales : le diamant échappe facilement à la fiscalité. En ce qui concerne le poste « prêts et dons », soulignons que les institutions ont abandonné les prêts au cours de la décennie 1980-90. Le Congo ne payait pas les intérêts et

s'engageait dans de nouveaux emprunts pour payer les acomptes sur les dettes précédentes, d'où l'explosion de la dette, évaluée à 9 milliards de dollars à la fin de 1990, et dont les responsables du pays pensent que le Congo ne devra jamais la rembourser. Le secteur public connaît un déficit permanent, planifié par le gouvernement.

Le montant des dons ne peut combler le déficit de l'État, qui recourt à la « planche à billets », nourrissant inévitablement l'inflation et le risque d'un écart croissant entre le taux de change fixe (officiel) et celui du marché parallèle. Comme le montre le Tableau 7 en annexe, la masse monétaire a connu un rebond depuis 1998.

L'un des effets néfastes du faible niveau des dépenses publiques est la chute du niveau de dépenses par habitant (Figure 10). En outre, l'État a complètement abandonné le financement des secteurs de la santé et de l'enseignement. Seuls les plus riches habitants des villes peuvent encore envoyer leurs enfants à l'école. Le taux de participation à l'enseignement primaire, jadis un des plus élevés d'Afrique, a très fortement diminué. En outre, ce taux est particulièrement bas pour les filles : la majeure partie des mères, en particulier celles qui habitent la campagne, seront analphabètes. Or l'influence de la mère sur la santé et l'éducation des enfants est prépondérante. C'est donc à une véritable régression en termes de développement humain que l'on assiste, dont les effets se feront sentir fortement chez les générations actuelles et futures¹⁶.

Figure 10. **Consommation publique par tête et part de l'éducation et de la santé dans les dépenses publiques, 1965-99**
(en milliers de francs congolais de 1987, en pourcentage du total des dépenses publiques)



Source : Annexe statistique.

Une politique monétaire hyper-inflationniste

Entre 1973 et 1983, le déficit moyen dépassait 5 pour cent. Ce déficit était en partie financé par des emprunts. Le pays était donc déjà fortement endetté au début de la décennie 1980-90, et le taux de change surévalué pour faciliter les importations. La Banque Mondiale était convaincue qu'une augmentation de la capacité de production de la Gécamines — alors en difficulté — entraînerait une telle croissance de la productivité que la société n'aurait pas besoin de protection, que dans cette nouvelle situation elle pourrait concurrencer les producteurs du monde entier et que, dès lors, on pouvait libérer le commerce et les échanges. Cette libéralisation eut lieu et l'écart entre le cours officiel du dollar et celui sur le marché parallèle disparut, mais la restructuration de la Gécamines fut un échec. En fait, Mobutu savait que la société serait contrainte de diminuer ses contributions et, en effet, elles ont considérablement diminué à partir de 1990. C'est dans ces conditions que le Président se brouilla avec la Banque Mondiale, qui mit enfin un terme à ses prêts. Mobutu ne vit alors pas d'autre solution que de mener une politique de création monétaire : la Banque Centrale, aux ordres, commença à créer une masse excessive de monnaie, ce qui conduisit à une hyperinflation jusqu'en 1993.

A partir de cette date, c'est rien moins que toute l'économie qui s'écroule. En ce qui concerne les finances publiques, on commença par changer les billets de banque : début 1994, le Nouveau Zaïre est introduit. Mobutu consent à se soumettre aux pressions extérieures. Sur le plan politique, il promet la démocratisation du régime. Nommé Premier Ministre, Kengo a la confiance de la Banque Mondiale et entame une vaste opération de libéralisation et de privatisation : il laisse entrer Rautenbach à la tête de la Gécamines et tente de juguler l'hyperinflation, qui avait conduit à une dollarisation accrue des échanges commerciaux à l'intérieur du pays. Sur le plan monétaire, la politique de Kengo porta ses fruits : l'inflation fut réduite et le dollar perdit de son poids dans les échanges de produits entre congolais.

En 1997, pourtant, le régime de Mobutu était devenu si impopulaire que l'armée de Laurent Kabila fut en mesure de prendre le pouvoir après quelques semaines de lutte et de s'installer à Kinshasa. Dans un premier temps, le nouveau Président laissa la Banque Centrale continuer son travail. Le « miracle » se produisit : le niveau des prix devint tout à fait stable et un nombre grandissant de dollars fut échangé contre le Nouveau Zaïre (NZ), remplacé en janvier 1999 par le franc congolais (CDF). La guerre interrompit cet effort quelques mois plus tard, provoquant une nouvelle hausse des prix. En 1999, les prix au détail grimpèrent de 473 pour cent. Les besoins de financement du secteur public étaient alors évalués à 8.8 pour cent du PIB. En outre, afin d'acheter des armes à bon prix, Laurent Kabila imposa un cours fixe USD/CDF surévalué. Les comptoirs de diamant étaient censés lui procurer ces dollars, mais ceux-ci continuèrent bien entendu d'être échangés sur le marché parallèle, alimentant un écart grandissant entre le dollar et le CDF. L'introduction de la nouvelle monnaie n'a ainsi rien résolu sur le plan monétaire.

V. LA RECONSTRUCTION DU CONGO, CLEF DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION

Sans l'arrêt des conflits et la stabilisation de la situation politique nationale au Congo, et dans plusieurs pays voisins, les conditions préalables à un effort conjoint du gouvernement congolais et de la communauté internationale pour le redémarrage de l'économie ne seront pas réunies. Ces conditions sont nécessaires pour que les efforts des pouvoirs publics et l'aide au développement puissent porter leurs fruits, et pour que les investissements reprennent. Cette section présente ces conditions préalables à un redécollage de la croissance, en prenant en compte le cadre élaboré par le CAD de l'OCDE dans ses « lignes directrices sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement à l'aube du XXIème siècle »¹⁷. C'est alors d'une stratégie concertée entre les gouvernements de la région, les bailleurs et le secteur privé qu'il sera besoin, dans une optique résolument plus large que celle des cadres strictement nationaux, tout en prenant en compte la complexité du contexte politique et social de la RDC et de la région.

Obtenir un accord politique sur l'arrêt du conflit

Dans la perspective d'une cessation du conflit ouvert qui oppose la RDC et ses alliés (Zimbabwe, Angola)¹⁸ aux différentes troupes rebelles soutenues par le Rwanda, l'Ouganda, et dans une moindre mesure le Burundi, l'application des accords de Lusaka est considérée comme le préliminaire indispensable à la reconstruction de l'économie congolaise. Ces accords prévoient notamment le retrait des forces étrangères et l'amorce d'un « dialogue inter-congolais » destiné à jeter les bases d'une stabilisation de la situation politique intérieure.

Le corollaire de la mise en œuvre de ces accords est bien sur le désarmement des milices congolaises et étrangères actives sur le territoire de la RDC. En effet, outre leur propre rôle de déstabilisation et leurs actes de violence, ces groupes armés servent par leur présence de caution officielle à l'intervention des forces militaires de pays voisins¹⁹. A cet égard, les conflits internes, d'intensités variables, qui affectent les pays voisins comme le Burundi, le Rwanda, l'Angola et l'Ouganda demeurent des facteurs indirects de déstabilisation de la RDC. La recherche de solutions politiques parallèles pour les résoudre apparaît ainsi comme un élément essentiel pour la stabilisation de la région²⁰.

Par ailleurs, l'arrêt effectif de la guerre n'est envisageable qu'à condition que les ressorts économiques en soient brisés durablement. En effet, le cadre analytique de l'économie politique des guerres défini par Le Billon (2000) s'applique particulièrement bien au cas du Congo et de ses voisins de l'Afrique centrale et des Grands Lacs :

« [...] la perpétuation de la guerre peut devenir une fin en soi. Un état de guerre provoque et justifie l'usage de la violence pour acquérir ou préserver des profits économiques aussi bien que le pouvoir politique. Une guerre peut très bien avoir ses « vainqueurs » incontestables, au sens où ils tirent profit de la guerre, sans que la guerre ne soit « gagnée » au sens traditionnel du terme. Pour les

« perdants », cette guerre représente une accumulation sans fin d'exactions, de peurs et de frustrations. Des processus politiques et économiques complexes sont à l'œuvre derrière la répartition des profits, et du fardeau, de la guerre. » (*traduit de Le Billon, ibidem*).

Ainsi, au Congo, l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles — notamment minières — par les gouvernements étrangers parties au conflit, soit directement (officiers de l'UPDF ougandais à l'est)²¹, soit par des sociétés écrans (telles que celles opérant pour les autorités zimbabwéennes)²², sont des facteurs incontournables de la pérennisation de la guerre.

Endiguer la crise humanitaire

L'urgence pour le gouvernement et la communauté internationale est d'ores et déjà la situation humanitaire désastreuse du pays. La crise alimentaire et sanitaire représente, outre un drame insupportable, une hypothèque particulièrement lourde pour le développement futur de la RDC, notamment en créant les conditions d'une déstabilisation prolongée, et par la dégradation brutale du capital humain qu'elle a commencé de provoquer (voir encadré 2).

C'est donc à la fois d'un ambitieux plan d'aide d'urgence et de projets de développement à long terme qu'a besoin la population congolaise. Aide humanitaire et aide au développement seront d'ailleurs probablement appelées à se superposer pendant une assez longue période, ce qui rendra nécessaire une coordination particulière entre bailleurs et ONG actifs dans ces deux domaines.

Encadré 2

La situation humanitaire en DRC hypothèque son avenir (2001)

Les sources d'informations les plus complètes et les plus fiables sont les ONG actives en RDC. Elles décrivent une situation humanitaire alarmante :

- au moins quatre enfants sur 10 ne sont pas scolarisés ;
- plus de 2 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays ;
- 18.5 millions de personnes n'ont accès à aucun service de santé ;
- 45 millions n'ont pas d'accès à l'eau potable ;
- 16 millions sont en situation d'insécurité alimentaire ;
- la mortalité infantile est supérieure à 40 pour cent dans certaines régions de l'Est ;
- officiellement entre 800 000 et 900 000 enfants sont orphelins à cause du SIDA ; etc.

Source : Oxfam GB / Save The Children / Christian Aid (2001).

Restaurer la sécurité, l'État de droit et promouvoir la bonne gouvernance

Comme le montrent les chapitres précédents, la déliquescence de l'État et de ses institutions, nécessaires au développement économique et social, a commencé bien avant la guerre. Celle-ci a néanmoins achevé de donner une prime aux comportements

économiques prédateurs, où se mêlent les intérêts publics et privés congolais et surtout étrangers. Le redémarrage de l'économie congolaise requière ainsi au préalable la restauration d'un état de droit et de principes essentiels de gouvernance — dans les sphères publique mais aussi privée, y compris par la lutte contre la corruption et la délinquance financière —, afin de renouer avec la confiance des investisseurs locaux et étrangers, et de jeter les bases de la croissance et du développement de l'économie. L'alternative à craindre est l'informalisation et la criminalisation croissantes de cette dernière, et une déstabilisation chronique de l'ensemble de la région. Toutefois, en l'absence de modèles répliquables, la transition vers la bonne gouvernance en RDC demandera des approches à la fois prudentes et novatrices, prenant en compte les particularités du contexte social et politique congolais (Encadré 3).

Faute des moyens nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens (défense, police), l'État congolais n'est aujourd'hui pas plus en mesure de protéger ses frontières que d'assurer l'ordre et la paix à l'intérieur du pays. La vacance de fait du pouvoir, aggravée par l'inorganisation de l'armée et de la police zaïroises dans les années 90, ont laissé le champ libre à l'intervention des armées des pays voisins, et favorisé la constitution de milices congolaises à base ethnique prenant part directement à la guerre (comme les Maï-Maï, alliés instables des ex-FAR), parfois à l'instigation directe des armées étrangères (Hema et Lendu)²³. Afin d'éviter qu'un tel scénario ne se perpétue, ou à terme ne se répète, un effort international urgent et concerté s'impose pour restaurer les fonctions essentielles de l'État congolais, dans l'objectif de garantir la sécurité et les droits des personnes. A défaut, il serait probablement impossible d'offrir comme alternative au scénario de la guerre celui d'une collaboration régionale entre États stables, basée sur le respect et l'intérêt mutuel.

Sur le plan économique, comme le montre l'étude, l'économie congolaise s'est non seulement contractée, mais aussi largement « informalisée » au cours de la décennie 1990-99, y compris le réseau restreint de firmes modernes qui subsistait à la fin de la précédente décennie. Le secteur de l'exploitation des diamants et, à l'Est, du coltan²⁴, sont devenus des composantes de plus en plus importantes de l'économie, et appartiennent eux aussi presque complètement au secteur informel. Aussi, le rétablissement de l'État de droit, d'autorités judiciaires crédibles, et d'un environnement propice aux affaires, doivent-elles favoriser les investissements dans le secteur moderne, notamment pour la mise en valeur des ressources minières et la transformation des produits agricoles.

La relance de l'investissement direct étranger, indispensable pour le redémarrage de la croissance, nécessitera toutefois que soient relevés deux défis majeurs. D'abord, celui de la transparence. On a mentionné plus haut l'imbrication complexe, et parfois opaque, des intérêts politiques et économiques à l'œuvre dans la guerre, à laquelle participent plusieurs multinationales dont les sièges sont basés en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. A l'avenir, une transparence accrue des transactions et des activités sera nécessaire à l'établissement de la confiance des opérateurs, au moyen d'un mécanisme de surveillance (*monitoring*) auquel des ONG pourraient participer²⁵. Le deuxième défi concerne l'insertion des entreprises multinationales dans le tissu économique et social congolais. Il sera essentiel, d'une part, de faciliter les relations de sous-traitance avec les petits producteurs du secteur informel, afin de répartir le plus

largement possible les fruits de la croissance retrouvée. D'autre part, dans un contexte d'extrême tension et de défiance à l'égard des opérateurs étrangers, il faudra veiller activement à maximiser les bénéfices économiques et sociaux de ces investissements pour les communautés locales, tout en minimisant les risques encourus par les investisseurs. L'initiative conjointe *Business Partners for Development* à laquelle contribuent depuis plusieurs années la Banque mondiale, l'ONG Care International, et plusieurs entreprises multinationales actives dans les industries d'extraction des ressources non-renouvelables (mines, gaz, pétrole), pourrait à cet égard offrir des leçons utiles²⁶.

Encadré 3
Quelle « gouvernance » pour la RDC
après la guerre ?

La reconstruction de l'économie congolaise et son corollaire, le rétablissement — ou l'établissement — des principes de bonne gouvernance, tant dans les sphères publique que privée, devront prendre en compte les structures sociologiques existantes. Or, si la restauration de l'autorité de l'État dans ses fonctions de régulateur de l'économie et la contribution des entreprises étrangères sont nécessaires au redémarrage de la croissance, la perception largement négative de leur rôle par les agents posera des défis particuliers aux autorités congolaises, aux investisseurs et aux bailleurs de fonds.

Dans les pays européens, les formations politiques rassemblent les partisans de certaines idées, et l'administration de l'État est considérée comme plus ou moins indépendante des partis. Au Congo, les caractéristiques sociologiques et anthropologiques des formations politiques sont différentes. Elles sont le plus souvent basées sur une structure pyramidale traditionnelle : le chef de clan prend soin de ses parents, conclue des alliances avec des amis d'autres clans, etc. Il est en grande partie jugé par ses adhérents en fonction de sa capacité de « redistribuer » le pouvoir et les ressources dont il dispose.

En augmentant la masse des faveurs qu'il peut distribuer, le chef est en mesure d'élargir sa base et le nombre de ses adhérents. Les chefs rivaux arrivent généralement à « s'arranger » entre eux. Ces arrangements déterminent les relations et les hiérarchies qui les relient. Un objectif important de ces accords informels se rapporte à la sécurité et au bien-être des adhérents des clans respectifs. Un clan peut ainsi avoir besoin de « gardiens » qui protègent les adhérents contre les exactions extérieures (« gardiens » appartenant à d'autres clans, agents extérieurs au système). Or, au Congo aujourd'hui, la base n'est plus « protégée ». Les ingérences d'armées étrangères, et la présence dans les rangs de ces dernières « d'aventuriers » qui ne sont pas liés par des arrangements entre groupements locaux et n'ont de compte à rendre à personne, compliquent les relations entre chefs.

Le système de clans, qui est l'émanation des structures sociologiques et anthropologiques traditionnelles, est largement accepté par la population. Ainsi, Joseph Mobutu a longtemps été considéré comme un grand chef, puisqu'il avait éliminé et/ou s'était aliéné un grand nombre de chefs de second rang. Mais l'idée qu'il y eut un État autonome à son côté ne lui convenait pas. Dans sa vision, l'État c'était lui, et il pouvait donc librement disposer des finances publiques. Son refus de concevoir que la nation congolaise était distincte que sa personne passait pour assez naturel auprès de la population et de la plupart des chefs de clan. L'idée de « nation » semble ainsi plutôt vague et lointaine.

Ce système de clans subsistant au Congo, la plupart des chefs et leurs adhérents acceptent toujours mal que l'État congolais dispose de moyens propres, tout comme ils se méfient des entreprises du secteur moderne, en général étrangères, dont les « chefs » n'ont pas l'habitude de « distribuer à la base de la pyramide ». Les multinationales n'apparaissent pas comme contribuant à l'économie et aux ressources de l'État, lequel, à son tour, n'est pas perçu — l'étude montre pourquoi — comme un distributeur de biens sociaux (éducation, santé). Aussi, quand ces entreprises sont en difficulté, leurs « chefs » trouvent en général peu de défenseurs, même parmi les employés des firmes elles mêmes. A contrario, l'intervention d'« aventuriers », intéressés par l'exploitation illégale et le détournement des ressources, voire le trafic d'armes, ouvre aux agents la possibilité de partager les fruits de ces activités. L'industrie moderne à capitaux étrangers apparaît ainsi comme un corps étranger, voire hostile, ce qui a pu contribuer dans le passé à l'échec des privatisations, tandis que l'économie « informelle » est modelée sur les structures sociologiques existantes. Le risque existe, dans la perspective d'un règlement des conflits ouverts, d'une criminalisation continue de ces activités informelles.

La reconstruction économique du Congo exigera donc des partenaires impliqués une analyse pluridisciplinaire des questions de gouvernance, et une approche prudente dans le traitement de ces questions.

VI. CONCLUSION : UNE APPROCHE RÉGIONALE ET COORDONNÉE DE LA REDYNAMISATION DE L'ÉCONOMIE

De la même manière que l'intégration économique européenne — par l'interdépendance qu'elle a activement renforcée entre les pays membres de la CEE — a servi le projet d'un établissement durable de la paix entre ex-belligérants, le développement du Congo et l'établissement d'une paix durable dans la région doivent être considérés comme indissociables. Sur le plan économique, dans une région libérée de la guerre, les protagonistes actuels auront en effet un intérêt commun : l'organisation de l'espace économique régional, qui engloberait aussi bien le Congo que ses voisins et s'étendrait du Pacifique à l'Atlantique. Ceci requiert une véritable rupture avec l'approche strictement nationale des stratégies de développement mises en œuvre au Congo depuis son indépendance.

Aux frontières du Congo : trois bassins économiques à mettre en valeur

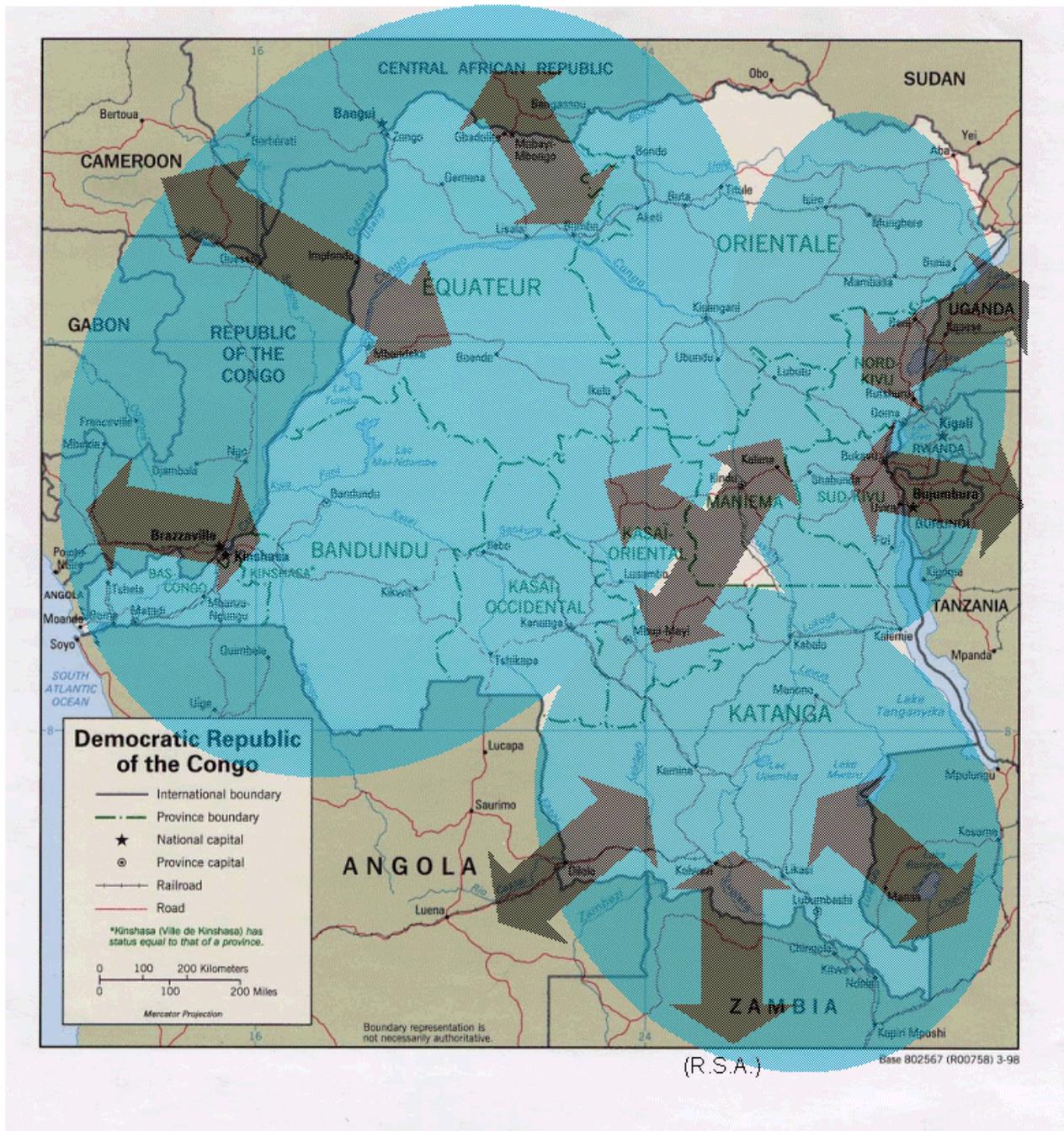
Comme le montre la carte 2, le Congo comprend plusieurs pôles de développement, et « bassins » économiques potentiels²⁷ :

- En premier lieu, l'axe Matadi-Kinshasa est l'artère économique du Bas-Congo. A partir de Kinshasa, le fleuve Congo (ex-Zaïre) forme la liaison naturelle avec les régions du nord-ouest et du nord. Malheureusement, les gouvernements qui se sont succédés à Kinshasa ont plus souvent considéré le fleuve Congo comme une frontière plutôt qu'une artère commune aux pays de la région (Congo-Brazaville, RCA). De nouvelles liaisons entre celle-ci et les ports atlantiques plus au nord, au Gabon et au Cameroun, ouvriraient des nouvelles perspectives pour la production et l'évacuation de produits agricoles des régions congolaises entre Mbandaka et Kisangani.
- De même, au sud, les liaisons de la région du Katanga avec les pays de la SADC devaient être renforcées, notamment avec la Zambie, le Zimbabwe, et surtout la République sud africaine, de loin l'économie la plus développée de la région.
- Enfin, à l'est, la région du Kivu-Ituri a vocation à renforcer ses liaisons et ses relations commerciales avec les pays de la région des Grands Lacs, tels que l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya. Ces deux derniers disposent par ailleurs d'un façade sur le Pacifique qui ouvre la voie aux échanges avec l'Asie.

Dans cette vision nouvelle, le Congo deviendrait une plaque tournante de l'intégration économique régionale, ses voisins étant considérés non plus comme des ennemis, mais comme des partenaires dans un effort de développement commun et mutuellement profitable.

CARTE 2

LA R.D. CONGO ET SES VOISINS :
TROIS BASSINS D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES TRANSFRONTALIÈRES



Source : adapté de la carte de U.S. Central Intelligence Agency, mise en ligne par University of Texas in Austin. (http://www.lib.utexas.edu/maps/africa/congo_demrep_pol98.jpg).

Le rôle central des infrastructures

Dans le contexte d'une telle stratégie régionale de développement, le Congo aurait à jouer un rôle essentiel dans le développement des échanges intra et inter-régionaux. A cette fin, la mise en valeur de ces bassins économiques transfrontaliers dépendra d'investissements dans le secteur des infrastructures, au premier rang desquelles les infrastructures de transport. Le coût de ces infrastructures transfrontalières serait bien moindre que celui d'une remise en état de la Voie Nationale. La priorité anciennement donnée à l'exploitation des gisements de cuivre — en chute libre depuis plusieurs années — et leur évacuation par le port de Matadi, *via* la Voie Nationale, devra probablement être reconsidérée. Les investissements devront ainsi viser l'établissement — ou le rétablissement — de liaisons fluviales et routières entre les régions et avec les pays voisins, la mise en valeur de la diversité des ressources minières et agricoles, ainsi que le développement d'industries modernes tournées vers le marché régional.

Pour une approche flexible de la coopération régionale

Ailleurs sur le continent africain, le regain de dynamisme des processus d'intégration régionale, qui se traduit par des approches plus pragmatiques que par le passé, ouvre des perspectives nouvelles pour le Congo et ses voisins²⁸. Il est ainsi largement reconnu aujourd'hui que des approches coordonnées et flexibles, entre pays partageant des bassins d'activité économique transfrontaliers, peuvent contribuer de manière importante à l'accroissement des investissements et au développement des infrastructures²⁹. Ces processus ne sont plus considérés comme une alternative à la libéralisation commerciale unilatérale, ni même comme devant principalement favoriser l'accroissement des échanges de biens et services entre pays membres : un accent nouveau est mis désormais sur des domaines où les bénéfices de la coopération régionale sont potentiellement plus immédiats, comme le développement d'infrastructures communes, la promotion concertée des investissements étrangers, les partenariats entre secteurs industriels, ou encore les actions conjointes de lutte contre les pandémies.

De même, du point de vue institutionnel, la coopération et l'intégration régionales ne sont plus considérées comme étant avant tout l'affaire d'organismes supranationaux ambitieux mais faibles (tant par leurs capacités que leur pouvoir de décision). Les partenariats entre secteurs public et privé, ainsi que la participation des organisations de la société civile dans des projets transfrontaliers, ouvrent des perspectives nouvelles pour une coopération régionale impliquant directement les acteurs à tous les niveaux. Or au Congo, en particulier, mais aussi dans bien des pays voisins, les petites entreprises et les organisations de la société civile — qui se sont dans une large mesure substituées aux institutions étatiques défailtantes dans les secteurs sociaux comme la santé et de l'éducation — continueront longtemps de pourvoir à la presque totalité des

besoins immédiats des populations. Il sera ainsi important de les associer aux projets destinés à renforcer l'intégration économique concrète entre les pays de la région.

Il n'est pas question de sous-estimer les difficultés qu'une telle approche serait amenée à rencontrer dans le cas du Congo. Les blessures du conflit et de l'occupation du territoire par des forces étrangères, les changements violents ayant affecté l'accès aux ressources et leur distribution, les déséquilibres créés par les déplacements de population et les flux de réfugiés, sans compter l'épineuse question des nationalités dans la RDC même, représentent certainement des obstacles considérables à la coopération régionale, et nécessiteront qu'on leur porte une attention particulière, y compris sur le plan politique. Toutefois, il serait risqué d'en tirer argument pour ne pas œuvrer activement à l'intégration des économies de la région, et ainsi prévenir la persistance ou l'aggravation des déséquilibres économiques et sociaux susceptibles de nourrir de nouveaux conflits³⁰.

Une implication coordonnée des bailleurs de fonds

A terme, dans l'optique d'un arrêt des conflits actuels, favoriser l'établissement de relations de coopération entre le Congo et ses voisins et relancer l'économie nécessitera la participation positive non seulement de tous les pays concernés, mais aussi des bailleurs de fonds internationaux. On l'a souligné à plusieurs reprises, vu l'ampleur de la tâche, et les enjeux qu'elle représente pour le continent, la communauté internationale aura un rôle indispensable à jouer dans la re-dynamisation de l'économie congolaise.

Il lui faudra d'abord prendre la mesure des besoins, tant en matière d'aide humanitaire que d'aide au développement, et *s'impliquer activement* en conséquence, alors que sa réponse, dans la situation de conflit qui prévaut, a été jusqu'à présent très faible. L'exercice est nécessairement risqué à cause du problème de la fongibilité de l'aide, qui peut indirectement encourager les dépenses militaires d'États dont elles prennent partiellement en charge les dépenses publiques, par exemple dans les secteurs sociaux. Ce problème a été plus particulièrement mis en lumière, dans le cadre de la guerre du Congo, par le cas de l'Ouganda.

Par ailleurs, la *coordination* autour de l'objectif partagé de la stabilisation et du retour à la croissance du Congo, et de la région toute entière, est également cruciale. Les relations rivales au cours des décennies suivant les indépendances entre certains pays d'Afrique centrale, exploitant souvent des ressorts nationalistes, étaient parfois attisées par les rivalités entre pays développés voulant retenir ou défaire certains monopoles et chasses gardées hérités de l'époque coloniale. Dans l'Union européenne actuelle, les rivalités entre pays membres dans leurs zones d'influences traditionnelles font place à des efforts de coordination et de complémentarité, comme l'illustrent par exemple la coopération renforcée entre les administrations française et anglaise en Afrique de l'Ouest, ou la mise en place de mécanismes de coordination des bailleurs au niveau européen. Un futur plan d'aide à la reconstruction du Congo ne sera viable que si la coordination est suffisamment efficace pour se traduire par des effets de synergie

autour d'un objectif régional commun, au lieu d'approches parallèles qui ajouteraient à la dispersion et aux rivalités des groupes d'intérêts sur place.

Le développement du Congo et celui de ses voisins sont inextricablement liés. Or, dans l'histoire récente, c'est une relation négative qui s'est installée : la faiblesse et l'instabilité de ce pays encouragent les forces centrifuges qui vident l'Afrique centrale et des Grands Lacs de ses richesses. Des décennies de déclin économique ont en effet aggravé la dépendance du Congo et des économies de la région à l'égard des marchés internationaux (et de l'aide publique internationale), sans que les bénéfices du commerce de ses immenses ressources ne puissent y être distribués ni investis en vue de promouvoir le développement et réduire la pauvreté. L'exploitation du diamant et du coltan en sont des illustrations frappantes, parmi beaucoup d'autres.

Dans l'avenir, une synergie positive verrait un Congo redevenu stable et pacifique, auquel s'arrimeraient les économies voisines, établir des pôles d'investissement attractifs, qui favoriseraient la mise en valeur des ressources pour le bénéfice des populations de toute la région.

Toutefois, divisé, le Congo ne trouvera ni la paix, ni la stabilité. Il sera donc nécessaire, une fois les conflits actuels apaisés, de « recoudre » en priorité le tissu économique et social congolais, en restaurant les principes de démocratie, de bonne gouvernance et d'équité dans un pays unifié. Ce « Brésil africain », toujours en devenir, devra alors chercher avec ses partenaires, au-delà de l'émulation du géant sud-américain, sa propre voie vers le développement et la prospérité.

NOTES

1. Sept pays ont fait l'objet d'études de cas dans le cadre de ce projet lancé en 1997. Ils ont été choisis parmi ceux qui à l'époque en Afrique, semblaient être en position de suivre à moyen ou à long terme l'exemple des pays émergents : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, l'Ouganda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo. La guerre ayant remis en question les perspectives de croissance de ce dernier pays, l'étude de cas (Maton, Schoors et Van Bauwel, 2000) n'a pas été incorporée dans la synthèse du projet publiée par le Centre de Développement (Berthélemy *et al.*, 2001).
2. Sauf indication contraire, le nom « Congo » sera employé dans ce Document Technique pour désigner la République Démocratique du Congo (ex-Zaïre, dont la capitale est Kinshasa), et non sa voisine la République du Congo (dont la capitale est Brazzaville).
3. Les données, tirées de Maton, Schoors and Van Bauwel (2000), ont été actualisées —afin d'inclure l'année 1999 quand cela était possible— à l'occasion de la parution de ce Document Technique.
4. Mokoli and Binswanger, 1998.
5. Le Katanga fut rebaptisé province du Shaba en 1972, avant de recouvrer le nom de Katanga en 1997, en même temps que le Zaïre devenait R.D. Congo.
6. D'autres, comme le bauxite, n'existent que dans l'imagination de certains conseillers.
7. Bayart, 1989.
8. Le Tchad fut également impliqué jusqu'à la mi-1999 aux côtés de Laurent Kabila. Le Burundi est lui aussi engagé au Congo, de manière plus sporadique, au motif de combattre les forces armées burundaises rebelles opérant à partir du Kivu.
9. A force de retournement d'alliances, de sécessions et de recompositions successives, une grande confusion caractérise les structures politiques de la rébellion armée active au nord et à l'est du Congo. Au moment de la réunion de préparation au dialogue inter-congolais, à Gaborone, en août 2001, les deux principaux mouvements présents étaient le *Rassemblement congolais pour la démocratie* (RCD, ex « RCD-Goma », soutenu par le gouvernement rwandais), et le *Front de Libération du Congo* (FLC, fusion du *RCD-Mouvement de Libération* et du *Mouvement pour la Libération du Congo*, soutenu par le gouvernement ougandais). Voir Human Rights Watch (2001a).
10. La somme de la production vivrière commercialisée et de l'autoconsommation.
11. Ceux-ci ont progressivement remplacé les camions légers de 8 tonnes, et contrairement à ces derniers ne peuvent circuler sur des routes en terre et sur des ponts d'une capacité réduite. L'alternative d'un réseau de voies ferroviaires couvrant un pays aussi vaste que le Congo semble difficilement envisageable.
12. Des chiffres plus détaillés par produit se trouvent dans les Tableaux 3.1 à 3.3 en annexe.
13. Quels que soient les circuits empruntés par les marchands, le diamant finit généralement par aboutir à Anvers, où sont organisées la transformation et la vente. Une partie des recettes a servi à l'achat d'armes, parmi lesquelles des armes lourdes, à destination des belligérants.
14. Les chiffres qui ont servi à la construction de la Figure sont tirés du Tableau 5 en annexe.
15. Le niveau de revenus des paysans a toujours été inférieur à celui des citadins, et les villes « privilégiées » en matière d'écoles et d'hôpitaux.

16. Sans parler du sort des réfugiés et déplacés à l'intérieur du Congo (environ deux millions) et dans les pays limitrophes comme la République du Congo, la République Centrafricaine, la Tanzanie, etc. (environ 300 000 ; Oxfam, 2000).
17. OCDE-CAD (2001).
18. Le retrait des troupes de Namibie a été annoncé pendant l'été 2001.
19. Notamment les ex-Forces Armées Rwandaises et l'Interahamwe — respectivement forces militaire et paramilitaire du régime rwandais qui présida au génocide dans ce pays — dont une partie a trouvé refuge dans l'Est de la RDC lors de la prise du pouvoir par les troupes rebelles du Front Patriotique Rwandais en 1994 (IGC, 2001).
20. La guerre du Soudan et l'instabilité de la RCA semblent relativement moins susceptibles d'affecter directement la situation de la RDC à court ou moyen termes.
21. Voir IGC (2000), pp. 31-32.
22. Ainsi la *Zimbabwe Defence Force* et Oryx Natural Resources ont établi en 2000 une joint-venture (Oryx Zimcon), à laquelle participait également Zidco Holdings, un groupe proche du ZANU (parti du Président Mugabe) pour l'exploitation de ressources minières en RDC. (Source : *ZimToday*, 26 mai 2000, « Glittering Prizes From The War » ; www.zimtoday.com/issues/congo02.html).
23. Les milices recrutées parmi ces deux groupes ethniques par l'Ouganda, pour le compte du mouvement congolais rebelle RCD-ML, se sont par la suite affrontées, provoquant une série de massacres inter-ethniques. Voir Human Rights Watch (2001*b*).
24. Abréviation de colombo-tantalite, un minerai qui sert notamment à la fabrication de certains composants des téléphones mobiles dans les pays de l'OCDE et en Asie, et dont la RDC détiendrait les plus importants gisements dans le monde.
25. L'énoncé de principes de bonne gouvernance et de transparence ne suffit à garantir leur application, comme l'illustre l'expérience des privatisations sous le précédent régime. De manière générale, ces dernières doivent en théorie permettre de soustraire les entreprises nationales aux ingérences souvent inopportunes et partisans des gouvernements, tout en favorisant le transfert de technologies qui ne peuvent être développées localement. Elles servent donc à la fois, toujours en principe, l'objectif d'intégration de l'économie nationale à l'économie mondiale, et celui de l'introduction de meilleures pratiques en matière de gouvernance d'entreprises. Dans la réalité, toutefois, les privatisations au Congo ont aussi ouvert la porte aux « aventuriers », comme dans le cas de la Gécamines rachetée par l'homme d'affaires zimbabwéen Rautenbach.
26. Warner (2000) décrit cette méthodologie, sur la base d'expériences concrètes en Afrique, en Asie et en Amérique latine, pour la mise en œuvre de partenariats tri-sectoriels (multinationales — gouvernements — société civile), destinés à réduire — par la négociation — les « risques sociaux » encourus par les firmes investissant dans les pays en développement, et à promouvoir le développement des communautés locales. Davey (2001) montre comment cette méthodologie peut être appliquée dans les situations de conflit, afin de contribuer à la fourniture de biens sociaux et améliorer le contexte social de l'investissement.
27. Ce concept des trois bassins a été évoqué par Paul Frix, à titre personnel, lors du Colloque International de Solidarité avec le Peuple Congolais, organisé à Bruxelles les 16 et 17 mars 2001 par le Groupe de Réflexion et d'Action pour la Paix et le Progrès Economique au Congo.
28. Voir les études de cas réalisées par le Centre de Développement de l'OCDE sur l'intégration régionale en Afrique : Aryeetey (2001), Goldstein and Ndung'u (2001) et Jenkins (2001).

29. Telles sont les conclusions du deuxième Forum international sur les perspectives africaines, organisé conjointement par la Banque africaine de Développement et le Centre de Développement de l'OCDE à Paris en mars 2001, reprises dans BAD-OCDE (*à paraître*).
30. Sur les causes économiques des conflits en Afrique de l'Est, australe, et de l'Ouest, voir la trilogie d'études du Centre de Développement de l'OCDE sur « Conflits et croissance en Afrique » (Goudie et Neyapti, 1999 ; Klugman, Neyapti et Stewart, 1999 ; Azam et Morrisson, 1999).

ANNEXE STATISTIQUE

La base de données macro-économiques, budgétaires et de la balance des paiements sur lesquelles est basé ce document technique représente le fruit d'un travail considérable de collecte, d'analyse et de corrections.

Le système zaïrois des comptes nationaux a été révisé en 1989 par la BZ (Banque du Zaïre), l'INS (Institut National pour les Statistiques) et des experts de la Banque mondiale. Plusieurs séries importantes ont été complètement reconstituées à cette occasion (commerce extérieur, formation du capital, production agricole, etc.). Une des principales innovations fut l'inclusion du secteur informel dans les estimations. A compter de 1988, toutes les séries de données sont dans le format révisé. Il n'existait donc pas de série de données cohérentes pour la période 1965-99 étudiée dans ce document. Or les différences entre les « anciens » comptes nationaux et leur version révisée sont très importantes. Ainsi, la première tâche de l'équipe chargée de l'étude du cas de la RDC¹ a été de créer une série cohérente pour toute la période 1965-99. Heureusement, l'INS et la BZ avaient appliqué leur nouveau format à certaines données de base pour les années antérieures à 1988, « rétroplant » les données macro-économiques dans le format révisé jusqu'à 1982. Sur la période 1982-87, le PIB révisé est plus élevé d'environ 40 pour cent que le PIB estimé selon le système précédent. Cela indique l'ampleur des différences entre ancien et nouveau système. Maton, Schoors and Van Bauwel ont reconstruit les séries pour toute la période, en utilisant le manuel du Ministère du Plan et de l'INS (Dossier du programme de révision des comptes nationaux), avec les données de base pour les années 1965-82, tirées principalement des publications de la BZ.

L'équipe de recherche a rencontré le même problème de discontinuité des données sur la période pour la balance des paiements, et utilisé différentes sources pour le résoudre : la Banque mondiale (statistiques de la balance des paiements et de la direction des statistiques des échanges, rapports spéciaux sur le Zaïre), le FMI (statistiques financières internationales), ainsi que des rapports spéciaux de la BZ. Enfin, les données sur le budget du gouvernement proviennent entièrement de la BZ, mais ont été remises dans un format cohérent.

¹ Les données sont tirées de Maton, Schoors and Van Bauwel, 2000.

Tableau 1. Population du Congo, 1965-99
(en millions)

	Pop totale	Urbaine ¹	Rurale	Kinshasa
1965	18.20	1.62	16.58	0.73
1966	18.87	1.76	17.11	0.79
1967	19.18	1.91	17.27	0.86
1968	19.71	2.07	17.64	0.94
1969	20.25	2.24	18.01	1.02
1970	20.81	2.41	18.40	1.11
1971	21.39	2.58	18.81	1.20
1972	22.00	2.78	19.22	1.31
1973	22.61	2.95	19.66	1.42
1974	23.23	3.16	20.07	1.55
1975	23.88	3.38	20.50	1.68
1976	24.57	3.57	21.00	1.81
1977	25.28	3.76	21.52	1.94
1978	25.96	3.97	21.99	2.09
1979	26.68	4.19	22.49	2.24
1980	27.44	4.42	23.02	2.41
1981	28.33	4.62	23.71	2.53
1982	29.06	4.83	24.23	2.66
1983	29.03	5.04	23.99	2.79
1984	30.83	5.27	25.56	2.93
1985	31.74	5.51	26.23	3.08
1986	32.69	5.75	26.94	3.23
1987	33.70	6.01	27.69	3.39
1988	34.76	6.28	28.48	3.56
1989	35.87	6.57	29.30	3.74
1990	37.02	6.86	30.16	3.89
1991	38.17	7.10	31.07	4.04
1992	39.39	7.34	32.05	4.21
1993	40.65	7.60	33.05	4.37
1994	41.97	7.86	34.11	4.55
1995	43.36	8.13	35.23	4.73
1996	44.70	8.41	36.29	4.92
1997	45.99	8.70	37.29	5.12
1998	47.33	9.00	38.33	5.32
1999	48.70	9.31	39.39	5.53

Note : 1. Estimation.

Tableau 2. Structure du Produit Intérieur Brut
(Prix de 1987, milliards de Zaires — sauf indication contraire)

	Agriculture			Mines	Industries	Services marchands	Transports	Gaz, électricité et eau	Reste	PIB (prix de 1987)	PIB (prix courants)	PIB (\$ courants)	Déflateur
	Total	Commercialisée	Traditionnelle										
1965	171.7	90.0	81.7	60.4	53.1	142.9	31.8	5.5	10.1	540.6	893.4	1,984.2	0.2
1966	175.9	92.5	83.4	55.9	50.8	165.9	33.0	5.6	12.1	569.6	1,043.4	2,231.5	0.2
1967	176.1	91.1	85.0	57.9	53.3	173.2	32.1	5.6	11.9	582.2	1,264.3	3,318.5	0.2
1968	177.8	91.5	86.3	79.1	57.9	192.7	32.0	5.7	12.3	632.3	1,646.2	3,466.4	0.3
1969	177.3	90.9	86.4	84.9	59.7	237.4	34.3	5.9	13.6	690.9	2,004.1	4,220.1	0.3
1970	185.1	94.5	90.6	86.6	71.7	247.9	36.7	6.0	16.7	740.7	2,363.8	4,503.4	0.3
1971	194.1	98.1	96.0	89.2	75.3	286.1	38.0	6.1	17.5	807.0	2,643.5	5,036.3	0.3
1972	193.0	98.1	94.9	95.8	81.5	278.8	40.0	6.3	17.5	812.8	2,776.8	5,554.8	0.3
1973	199.1	102.0	97.1	103.0	88.1	315.2	41.9	6.6	19.7	879.1	3,540.0	7,081.6	0.4
1974	202.4	102.6	99.8	105.7	95.5	334.6	42.3	6.2	20.5	924.1	4,317.6	8,637.1	0.5
1975	199.9	96.4	103.5	103.0	86.9	304.0	41.6	6.5	19.3	870.8	4,605.6	9,213.2	0.5
1976	208.7	103.6	105.1	90.5	81.4	277.5	38.1	6.9	18.1	826.8	6,864.0	8,666.3	0.8
1977	203.0	93.5	109.5	94.1	80.9	260.6	38.7	7.0	17.5	807.1	9,484.4	11,083.2	1.2
1978	203.3	90.4	112.9	92.1	70.6	228.8	36.1	7.0	15.9	754.2	13,154.4	15,740.4	1.7
1979	208.4	89.2	119.2	86.8	65.5	236.4	33.8	6.9	15.7	743.1	26,652.0	15,422.0	3.6
1980	210.9	95.3	115.6	87.8	64.5	226.5	34.0	6.1	14.3	737.9	40,300.0	14,396.3	5.5
1981	215.1	97.4	117.7	84.9	65.4	231.3	35.5	7.5	13.1	748.0	54,900.0	12,534.2	7.3
1982	222.0	97.8	124.2	80.7	64.4	227.4	34.1	7.3	13.6	744.7	78,500.0	13,628.5	10.5
1983	226.4	98.1	128.3	86.6	66.3	234.7	34.7	7.4	12.3	760.8	141,800.0	10,992.2	18.6
1984	232.7	100.5	132.2	101.6	71.6	256.0	31.7	7.8	22.2	813.1	255,420.0	7,857.1	31.4
1985	239.1	103.9	135.2	102.5	75.7	243.9	32.5	8.3	21.9	808.7	358,800.0	7,196.1	44.4
1986	244.7	112.5	132.2	108.4	78.9	259.7	31.6	8.5	22.9	843.4	482,600.0	8,096.0	57.2
1987	249.7	107.9	141.8	105.8	80.8	274.4	31.8	8.8	14.9	861.1	861,100.0	7,661.5	100.0
1988	257.0	111.5	145.5	97.9	79.0	267.1	33.9	9.0	21.6	865.8	1,657,300.0	8,861.6	191.4
1989	264.2	117.0	147.2	94.4	75.8	257.2	34.8	9.4	22.0	854.1	3,440,600.0	9,021.9	402.8
1990	271.1	115.2	155.9	80.2	64.7	251.0	25.2	9.7	13.1	798.1	6,717,100.0	9,350.0	841.6
1991	278.7	116.5	162.2	61.9	50.8	226.8	21.2	10.3	7.3	730.8	141,624,200.0	9,096.0	19,379.3
1992	287.4	108.1	179.3	39.4	36.8	193.4	24.1	11.1	0.7	654.3	5,206,370,300.0	8,066.6	795,716.1
1993	292.8	107.8	185.0	31.4	32.3	142.0	17.9	9.2	-1.3	565.8	80,771,700,000.0	6,731.0	14,275,662.8
1994	290.4	112.1	178.3	32.0	29.9	139.2	17.4	8.9	-1.4	543.9	6,934,164.0	6,651.6	1,274.9
1995	283.8	110.4	173.4	34.0	32.8	138.4	17.3	9.5	0.9	547.7	39,642,097.0	6,885.6	7,237.9
1996	275.8	96.6	179.2	35.1	24.8	135.5	16.0	11.3	4.8	541.8	289,625,465.0	7,002.2	53,456.2
1997	268.1	85.9	182.2	30.1	23.0	123.5	11.0	10.0	0.5	512.4	780,381,686.0	6,807.7	152,299.3
1998	264.4	94.9	169.5	30.1	16.0	105.0	8.0	8.8	1.7	493.2	998,982,994.0	7,413.8	202,551.3
1999	245.9	90.0	155.9	20.0	16.0	105.0	8.0	8.0	-0.4	430.5	2,295,000,000.0	6,558.1	533,111.0

Tableau 3.1. Statistiques agricoles : Valeur de la production commercialisée et calories disponibles, 1965-99

	Valeur de la production agricole commercialisée (en milliards de Zaires, prix de 1987)				Calories disponibles (milliards d'unités)		
	Vivres	Exportations	Ventes locales	Total	Production globale commercialisée		Calories par homme/jour
1965	42.3	29.6	18.1	90.0			
1966	41.9	31.8	18.7	92.5			
1967	40.3	33.0	17.9	91.1			
1968	38.6	36.9	16.0	91.5			
1969	39.0	35.3	16.5	90.9			
1970	40.2	38.4	15.9	94.5	19.7	7.3	2.598
1971	40.1	38.6	19.4	98.1	20.7	6.9	2.654
1972	40.8	35.1	22.2	98.1	22.3	6.9	2.777
1973	43.2	36.0	22.8	102.0	24.1	7.7	2.918
1974	47.8	32.5	22.3	102.6	25.1	8.9	2.956
1975	48.4	25.5	22.5	96.4	25.7	9.1	2.944
1976	49.2	35.0	19.5	103.6	24.9	9.4	2.775
1977	48.2	27.9	17.4	93.5	23.5	9.3	2.549
1978	45.8	29.8	14.8	90.4	24.3	8.9	2.563
1979	47.0	24.1	18.1	89.2	26.2	9.2	2.695
1980	50.5	25.0	19.7	95.3	26.8	9.5	2.679
1981	51.7	24.0	21.7	97.4	27.8	9.8	2.695
1982	53.0	23.7	21.1	97.8	28.9	10.1	2.728
1983	53.9	23.3	20.9	98.1	27.1	10.4	2.486
1984	54.8	24.3	21.4	100.5	28.8	10.7	2.560
1985	56.1	24.6	23.2	103.9	31.4	11.0	2.713
1986	56.6	32.2	23.7	112.5	32.5	11.3	2.726
1987	63.2	24.6	20.1	107.9	33.7	11.6	2.736
1988	63.7	19.4	28.4	111.5	34.7	12.0	2.731
1989	64.7	30.5	21.8	117.0	35.8	12.3	2.738
1990	65.9	27.9	21.4	115.2	37.2	12.8	2.751
1991	67.8	27.8	20.8	116.5	38.2	13.2	2.739
1992	68.8	20.4	18.9	108.1	39.1	13.5	2.717
1993	66.8	22.8	18.2	107.8	38.7	13.2	2.609
1994	67.2	24.7	20.2	112.1	39.3	13.4	2.568
1995	66.9	24.2	19.3	110.4	39.9	13.7	2.518
1996	55.2	21.8	19.6	96.6	38.1	11.4	2.334
1997	45.9	19.5	20.6	85.9	37.2	9.7	2.215
1998	55.4	17.8	21.6	94.9	36.3	12.0	2.103

Tableau 3.2. Statistiques agricoles : agriculture d'exportation, 1965-98
(milliards de Zaïres, prix de 1970)

	Produits du palmier	Café	Caoutchouc	Coton	Bois	Thé	Cacao	Autres	Total
1965	7.8	4.2	2.7	0.0	1.8	0.3	0.7	3.2	20.7
1966	7.4	5.7	3.8	0.0	2.0	0.5	0.7	3.2	23.3
1967	10.1	6.1	4.0	0.0	1.6	0.3	1.0	2.4	25.5
1968	12.5	7.7	5.1	0.0	1.5	0.5	0.9	2.3	30.5
1969	11.0	7.1	4.5	2.7	1.3	0.4	0.8	1.5	29.3
1970	11.7	9.4	4.0	3.1	0.8	0.7	0.8	1.6	32.1
1971	11.0	10.3	5.1	2.2	1.0	0.7	1.0	1.6	32.9
1972	8.5	10.7	4.9	1.6	1.2	0.7	1.0	1.5	30.1
1973	6.9	9.7	3.9	2.4	2.0	0.7	0.8	4.7	31.1
1974	7.0	11.2	3.4	0.6	1.3	0.6	0.8	3.3	28.2
1975	5.8	8.5	3.1	0.3	0.4	0.5	0.9	2.7	22.2
1976	4.9	15.7	2.7	0.1	1.7	0.6	0.8	4.0	30.5
1977	3.3	9.3	3.6	0.0	2.1	0.4	0.7	5.0	24.4
1978	2.7	11.8	3.4	0.0	1.9	0.4	0.7	5.2	26.1
1979	1.9	9.0	2.2	0.0	1.8	0.3	0.6	5.3	21.1
1980	2.8	10.7	2.5	0.0	2.1	0.1	0.7	3.2	22.1
1981	2.9	9.8	2.4	0.0	2.0	0.2	0.8	3.2	21.3
1982	2.0	9.9	1.9	0.0	2.2	0.3	0.8	4.0	21.1
1983	1.7	9.1	1.7	0.0	2.2	0.2	0.8	5.1	20.8
1984	2.0	11.2	1.9	0.0	3.0	0.3	0.8	2.6	21.8
1985	3.0	9.5	1.4	0.0	3.3	0.3	0.8	3.9	22.2
1986	0.8	17.6	1.8	0.0	3.2	0.2	1.0	5.0	29.6
1987	0.7	12.9	1.4	0.0	3.2	0.2	0.8	3.8	23.0
1988	0.9	8.8	1.4	0.0	3.7	0.1	0.9	2.5	18.3
1989	1.0	17.2	1.3	0.0	3.4	0.2	0.9	5.5	29.5
1990	0.8	15.9	1.1	0.0	2.7	0.2	0.9	6.0	27.7
1991	1.0	15.3	1.0	0.0	3.5	0.2	0.8	5.4	27.2
1992	0.0	11.5	0.7	0.0	2.5	0.1	0.5	5.0	20.3
1993	0.4	13.6	0.3	0.0	2.7	0.2	0.6	5.0	22.8
1994	0.3	15.2	0.4	0.0	3.8	0.2	0.1	5.0	24.9
1995	1.4	14.1	0.5	0.0	3.7	0.0	0.4	5.0	25.1
1996	0.8	11.6	0.5	0.0	4.2	0.1	0.6	5.0	22.8
1997	0.4	9.7	0.4	0.0	4.5	0.1	0.6	5.0	20.8
1998	0.4	8.2	0.4	0.0	4.9	0.1	0.6	5.0	19.5

Tableau 3.3. Statistiques agricoles : Ventes locales, 1965-98
(Valeur de la production, milliards de Zaires, prix de 1970)

	Produits du palmier	Coton	Bois	Autres	Total
1965	1.8	5.5	2.0	3.4	12.7
1966	2.0	6.2	1.7	3.8	13.7
1967	2.3	5.9	1;8	3.8	13.8
1968	2.4	4.9	2.1	3.8	13.2
1969	2.9	4.7	2.2	3.8	13.6
1970	3.0	3.9	2.6	3.8	13.3
1971	4;4	5.5	2.2	4.4	16.5
1972	5.0	5.2	2.0	6.8	19.0
1973	5.3	6.0	2.3	6.1	19.7
1974	5.3	6.3	2.3	5.4	19.3
1975	5.9	6.6	1.8	5.3	19.6
1976	5.7	5.0	1.7	4.6	17.0
1977	5.7	4.3	2.2	3.0	15.2
1978	3.0	2.2	1.8	6.0	13.0
1979	3.7	2.7	2.4	7.1	15.9
1980	3.3	3.7	3.2	7.2	17.4
1981	3.6	3.0	3.8	8.8	19.2
1982	3.5	3.1	3.7	8.5	18.8
1983	3.2	3.3	4.5	7.7	18.7
1984	3.3	3.8	4.3	7.8	19.2
1985	2.9	2.8	4.3	10.9	20.9
1986	4.3	2.5	4.4	10.6	21.8
1987	3.3	2.4	4.6	8.4	18.7
1988	3.8	2.9	5.0	15.3	27.0
1989	3.7	2.8	5.1	9.4	21.0
1990	3.2	2.5	5.2	10.1	21.0
1991	3.5	2.5	4.2	10.4	20.5
1992	1.3	2.2	4.7	10.6	18.8
1993	1.1	2.2	4.1	10.9	18.2
1994	0.7	2.2	6.3	11.1	20.4
1995	0.7	2.2	5.9	11.1	19.9
1996	0.7	2.2	6.4	11.2	20.5
1997	0.7	2.2	7.0	12.1	22.0
1998	0.7	2.2	7.6	13.1	23.7

Tableau 4. Exportation de produits minéraux, 1965-98
(Valeur de la production, en milliers de dollars)

	Cuivre	Cobalt	Diamants ¹	Or	Argent	Zinc	Autres	Total minéraux	Valveg	Pétrole	Total
1965	215.5	21.8	23.3	1.6	2.2	20.4	23.9	308.7	82.0	0.0	390.7
1966	267.2	29.7	25.6	3.2	3.3	14.2	25.9	369.1	88.9	0.0	458.1
1967	259.0	21.1	25.5	5.3	3.0	15.1	22.9	351.9	96.4	0.0	448.3
1968	353.1	32.2	33.9	5.6	2.1	17.9	23.1	467.8	106.9	0.0	574.7
1969	450.5	28.0	46.5	7.6	2.4	18.1	21.2	574.2	98.5	0.0	672.7
1970	510.7	47.8	40.2	6.4	2.6	15.1	20.1	642.9	122.5	0.0	765.4
1971	409.7	46.5	34.6	8.9	2.5	20.1	20.1	542.3	124.6	0.0	666.9
1972	407.2	53.6	42.8	7.0	1.6	23.8	21.0	557.0	127.4	0.0	684.4
1973	651.8	77.2	57.4	9.2	5.2	32.6	19.8	853.2	146.8	0.0	1000.0
1974	904.1	71.5	62.5	15.9	7.4	52.0	29.6	1143.0	135.2	0.0	1278.1
1975	483.6	92.1	61.5	13.4	6.2	29.7	19.3	705.8	111.4	0.0	817.3
1976	442.3	113.9	58.6	9.6	7.3	50.3	22.2	704.3	200.4	7.6	912.2
1977	476.2	104.9	64.5	6.7	7.2	32.5	28.2	720.2	284.2	1.0	1005.5
1978	594.5	260.0	125.0	6.9	10.9	16.9	29.3	1043.5	241.9	47.5	1332.9
1979	735.7	577.5	98.7	12.9	23.5	23.3	18.6	1490.2	213.5	152.7	1856.4
1980	1031.7	379.5	116.8	31.2	54.5	21.0	20.8	1655.4	235.1	225.1	2115.6
1981	763.8	138.4	76.6	22.4	21.9	68.8	19.4	1111.2	181.8	273.5	1566.5
1982	790.7	160.6	76.2	21.0	18.0	43.1	19.5	1129.1	169.6	274.3	1573.0
1983	822.0	120.8	139.0	76.8	11.8	50.2	18.2	1238.8	195.2	236.5	1670.5
1984	670.0	236.2	217.0	35.1	6.7	53.3	14.3	1232.6	303.4	330.3	1866.3
1985	711.8	235.7	201.9	23.7	6.5	49.1	22.5	1251.2	248.6	300.8	1800.6
1986	694.8	149.7	228.9	32.5	7.7	48.3	11.0	1172.9	508.6	145.5	1827.1
1987	843.4	195.0	222.3	51.4	6.5	37.3	10.6	1366.5	242.8	192.2	1801.4
1988	1208.0	142.1	335.5	44.6	6.9	64.3	14.7	1816.1	180.8	146.4	2143.3
1989	1224.8	147.3	326.5	24.2	6.0	82.6	9.1	1820.5	203.7	160.4	2184.6
1990	947.0	168.5	425.6	52.4	7.7	42.8	7.7	1651.8	220.1	194.2	2066.1
1991	558.6	209.1	462.4	62.5	7.5	31.2	8.5	1339.7	211.2	156.2	1707.1
1992	344.7	170.5	471.8	24.1	6.0	23.0	6.6	1046.7	139.2	132.4	1318.3
1993	95.3	56.8	604.2	19.4	4.0	5.0	5.6	790.3	176.3	119.3	1085.8
1994	74.7	106.5	539.4	10.1	2.2	0.6	4.8	738.3	411.5	118.0	1267.8
1995	106.9	152.5	730.2	15.2	3.4	4.4	4.8	1017.3	360.1	156.9	1534.4
1996	96.0	147.7	764.8	16.1	3.4	3.2	4.6	1035.8	384.2	193.9	1613.9
1997	88.4	105.4	716.6	4.4	1.8	2.1	4.4	923.1	203.0	176.2	1302.2
1998	61.0	124.5	882.9	1.5	1.0	1.3	4.8	1077.0	180.5	120.8	1378.3

Note : 1. Les chiffres contiennent la valeur estimée des exportations frauduleuses.

Tableau 5. Revenus, consommation et emploi, 1965-99

	Revenu d'un salarié	Revenu monétaire d'un fermier	Consommation Totale	Consommation des ménages Commercialisée	Consommation publique	Dépenses salariales secteur public	Emploi Secteur public	Emploi Secteur privé
	(en \$ de 1995)		(valeur ajoutée, milliards de Zaires, prix de 1987)			(en milliers de personnes)		
1965			501.2	337.0	41.0	25.6		
1966			535.0	367.5	48.7	28.9		
1967	1441.6		531.6	359.5	52.5	30.7	205.0	306.5
1968	1418.7	31.7	557.2	379.7	70.0	39.7	209.4	356.1
1969	1610.4	28.6	572.5	389.5	82.1	45.2	214.5	403.5
1970	1638.2	28.4	617.7	429.5	102.0	46.7	220.2	394.7
1971	1851.2	29.0	663.8	469.7	106.7	52.7	226.0	454.2
1972	1754.7	30.5	688.6	488.2	104.5	57.2	232.9	493.9
1973	1572.5	30.1	704.7	498.5	118.0	46.4	244.1	508.2
1974	1431.4	32.2	719.6	509.2	164.8	65.4	276.0	501.6
1975	1252.9	31.3	693.2	476.5	112.6	41.8	291.2	560.2
1976	953.4	28.6	656.3	433.4	98.4	36.4	310.3	560.7
1977	664.8	26.4	640.7	410.9	86.6	34.2	363.0	798.9
1978	557.5	24.6	603.6	367.1	72.4	33.6	392.7	716.5
1979	444.0	23.1	584.1	340.3	69.6	29.6	395.4	721.2
1980	402.4	23.5	584.2	333.3	75.7	30.6	429.4	764.6
1981	345.9	23.8	591.1	334.0	93.5	42.2	446.1	604.7
1982	345.1	23.7	588.3	324.6	89.8	41.6	444.1	535.3
1983	314.8	22.0	593.7	323.3	70.6	35.3	387.9	712.6
1984	419.6	20.9	624.5	346.8	88.5	28.4	305.1	787.6
1985	250.6	21.2	631.5	346.1	79.5	30.0	289.9	812.6
1986	209.5	18.9	660.2	367.7	81.9	40.9	297.4	936.3
1987	192.2	15.9	678.3	378.2	85.5	40.7	328.1	978.3
1988	249.0	17.0	694.4	392.3	107.4	25.4	337.8	883.2
1989	254.3	16.3	701.9	365.9	89.5	28.6	362.8	774.0
1990	389.9	14.8	749.2	346.5	83.3	26.4	369.6	722.1
1991	462.0	14.6	540.8	275.0	54.9	26.2	403.8	969.7
1992	202.3	11.4	502.8	232.6	129.3	24.2	421.9	929.1
1993	106.1	9.8	437.4	223.4	89.1	19.6	423.1	821.1
1994	81.4	10.6	456.7	224.5	28.3	9.1	429.0	704.2
1995	30.2	11.7	464.1	153.3	21.8	8.1	425.3	674.4
1996	20.3	10.5	460.3	133.9	30.8	8.2	425.8	588.5
1997	27.4	9.4	449.2	126.3	40.3	10.2	428.7	562.5
1998	28.0	9.1	428.6	136.4	51.3	17.9	438.2	410.3
1999					83.2	23.6		,

Notes : Le calcul des revenus salariaux est basé sur des données de l'INS-IRES.

Le calcul du revenu monétaire du fermier est basé sur les chiffres d'Agricom.

La part de la consommation commercialisée dans la consommation totale est déterminée par la structure de la consommation comme on la retrouve dans les enquêtes budgétaires des ménages. Des données sur l'emploi et les salaires se retrouvent aussi dans les rapports de la Banque Centrale.

Tableau 6. **Indice de la production des industries manufacturières, 1965-99**
(1990=100)

	Alimentation	Boissons	Tabac	Imprimés textiles	Confection	Chaussures et cuirs	Chimie de consommation	Plastique	Métaux	Autres	Sous-total Produits de consommation	Sous-total Equipements
1965	58.5	54.2	94.5	81.9	203.6	289.4	64.2	24.0	65.2	290.6	61.2	
1966	63.6	59.0	102.7	91.7	228.0	324.0	80.8	25.4	9.6	329.6	65.7	
1967	67.4	58.3	98.2	95.6	214.1	296.6	75.7	34.2	87.1	270.4	66.0	
1968	70.6	57.2	95.6	82.5	175.3	259.4	66.9	37.8	64.4	224.2	65.7	108.4
1969	74.3	71.5	112.0	82.8	176.6	289.4	68.0	48.2	54.7	232.8	73.1	121.7
1970	75.7	88.8	140.8	97.0	184.6	375.9	80.7	54.8	61.4	284.9	87.5	146.7
1971	80.4	100.6	135.9	115.3	229.1	398.4	86.2	56.5	83.2	280.6	98.5	138.5
1972	93.9	109.1	155.2	122.3	181.3	368.7	95.5	69.4	97.8	324.5	103.8	143.0
1973	93.7	124.3	164.9	149.3	197.5	409.7	108.0	87.8	94.2	317.7	112.0	161.5
1974	100.5	143.4	274.1	145.1	189.6	322.9	124.5	88.0	86.4	368.9	123.4	171.6
1975	94.8	124.6	154.2	133.6	228.7	216.1	82.9	86.8	37.5	447.6	107.9	173.2
1976	88.1	117.0	111.8	158.6	199.7	272.1	112.8	78.3	68.8	444.2	106.2	148.1
1977	97.4	100.6	103.7	140.4	173.5	305.2	102.0	93.5	59.9	624.2	107.1	143.7
1978	97.0	69.4	110.6	107.1	189.6	145.5	91.7	83.5	78.5	197.4	93.1	123.9
1979	117.3	65.5	82.1	107.2	140.1	115.0	86.7	52.4	69.7	250.4	82.2	123.8
1980	93.9	73.2	81.7	122.3	210.4	97.7	77.5	49.0	93.8	212.2	81.5	120.4
1981	94.7	77.8	85.9	103.1	152.6	144.7	75.6	60.5	104.2	169.2	82.7	126.0
1982	87.0	84.9	96.8	91.7	108.5	142.5	82.8	63.8	68.2	150.1	81.0	115.0
1983	83.6	87.5	103.9	91.5	112.0	129.7	77.4	70.2	71.5	143.3	83.7	133.2
1984	81.5	101.8	111.5	97.8	96.7	110.9	94.5	81.1	64.7	178.9	91.1	147.0
1985	94.7	108.5	131.7	93.2	96.5	121.4	108.2	85.8	82.4	174.9	100.5	144.2
1986	116.6	113.1	140.3	104.5	113.9	136.8	100.9	91.0	85.1	159.3	107.5	140.8
1987	120.9	126.2	156.1	86.4	105.2	137.2	103.5	112.5	82.4	134.5	113.8	139.3
1988	118.5	128.2	155.4	85.5	95.2	170.6	93.9	125.8	80.3	202.0	115.8	121.7
1989	129.2	113.6	125.5	85.3	106.5	162.0	117.4	117.1	67.1	124.5	107.8	110.0
1990	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
1991	95.6	67.8	65.8	73.1	71.4	70.9	71.1	62.7	42.0	73.9	71.9	69.2
1992	73.1	49.5	61.3	58.2	73.7	17.9	47.1	32.3	18.4	54.3	55.9	47.1
1993	65.0	47.1	55.1	60.0	72.4	24.7	48.2	24.6	17.3	94.3	53.4	44.1
1994	81.7	51.6	56.2	37.2	75.0	30.4	53.5	42.3	21.4	95.6	52.9	48.0
1995	68.8	78.1	71.6	39.3	72.0	59.6	48.2	46.8	9.4	44.5	25.9	41.4
1996	65.0	70.3	77.2	33.4	75.2	60.7	42.5	43.8	7.3	44.1	22.8	45.8
1997	66.5	55.2	75.0	23.5	68.8	60.1	38.8	45.1	8.9	28.3	23.1	38.2
1998	59.5	54.1	79.5	22.0	62.1	55.5	44.7	44.1	7.9	18.2	22.9	31.4

Source : Rapports annuels de la Banque Centrale

Tableau 7. Recettes publiques, 1966-99
(en % du PIB)

	Contributions sur le revenu	Taxes indirectes	Divers	Gécamines, pétrole et MIBA ¹	Total (% du PIB)	Total (prix de 1987)	Déficit (% du PIB)	Aides et prêts (% du PIB)	Dons	Prêts
1966					6.8	38.4	1.6	1.2	0.6	0.6
1967					8.9	51.6	2.0	1.7	1.1	0.6
1968	1.6	4.2	7.1	0.1	12.9	81.7	2.6	1.8	1.2	0.6
1969	3.2	4.7	7.3	0.1	15.4	106.4	1.5	1.5	1.2	0.2
1970	2.7	4.3	7.3	0.2	14.5	107.3	2.7	1.6	1.3	0.3
1971	2.3	5.0	4.2	0.2	11.6	93.9	3.9	3.0	1.2	1.7
1972	2.1	4.9	4.2	0.5	11.7	95.3	4.3	3.3	1.4	1.9
1973	1.8	4.8	4.8	0.8	12.2	107.6	5.3	4.6	1.5	3.1
1974	2.3	4.6	6.2	0.8	13.8	127.4	9.4	4.0	1.3	2.8
1975	2.0	3.9	3.0	0.8	9.7	84.6	6.3	3.5	1.2	2.3
1976	1.8	3.2	2.1	0.6	7.7	64.0	7.2	2.7	1.2	1.5
1977	2.3	3.0	1.7	0.6	7.6	61.5	5.7	3.1	1.5	1.7
1978	2.0	2.6	0.9	0.6	6.0	45.4	5.9	1.8	1.3	0.5
1979	2.1	2.8	2.6	0.6	8.1	60.5	4.1	2.0	1.8	0.2
1980	2.4	4.1	1.6	1.6	9.7	71.5	2.7	2.5	2.1	0.4
1981	2.8	3.4	1.3	1.5	9.0	67.1	6.1	2.6	2.1	0.5
1982	2.3	3.8	0.5	1.3	7.9	58.9	6.5	1.3	1.3	0.0
1983	2.0	3.5	1.4	1.2	8.1	61.4	3.1	1.4	1.7	-0.3
1984	2.4	4.7	2.0	1.4	10.5	85.5	4.2	2.8	2.6	0.2
1985	2.6	4.7	2.7	2.0	12.0	97.2	-0.5	-0.9	2.5	-3.4
1986	2.4	4.0	1.8	2.2	10.5	88.5	1.1	-0.9	1.6	-2.6
1987	2.7	3.6	2.3	1.6	10.2	88.3	1.6	0.6	1.1	-0.6
1988	2.0	3.1	4.2	0.6	9.8	82.0	9.4	3.2	2.4	0.8
1989	1.7	4.5	4.0	1.2	11.4	101.3	0.9	3.0	2.7	0.3
1990	1.9	4.8	2.5	0.8	10.1	73.1	9.9	2.6	2.2	0.5
1991	0.4	1.7	1.6	1.2	5.0	20.5	17.0	1.1	1.1	
1992	0.6	2.1	0.0	0.5	3.2	18.6	13.6	0.1	0.1	
1993	1.0	2.2	0.0	0.8	4.1	23.7	14.8	0.0	0.0	
1994	0.5	2.1	0.0	0.5	3.0	19.4	2.2	0.0	0.0	
1995	1.1	2.8	0.6	0.8	5.3	23.5	2.8	3.0	3.0	
1996	0.9	2.5	1.0	1.0	5.4	27.0	7.1	4.4	4.4	
1997	1.3	2.4	0.0	1.4	5.2	26.5	7.6	3.0	3.0	
1998	1.8	3.1	0.0	1.2	6.0	30.5	3.4	1.8	1.8	
1999	2.6	4.4	0.1	2.4	9.5	41.1	4.0	2.0		

Note : 1. MIBA représente les comptoirs de diamant. Les taxes perçues de ces comptoirs sont marginales

BIBLIOGRAPHIE

(*) disponible intégralement sur le site Internet du Centre de Développement de l'OCDE.
<http://www.oecd.org/dev/>

ARYEETEY, E. (2001), *Regional Integration in West Africa*, Document technique N° 170, Centre de Développement, OCDE, Paris. (*)

AZAM, J.-P. et C. MORRISSON avec S. CHAUVIN et S. ROSPABÉ (1999), *Conflits et croissance en Afrique. Vol. 1 Le Sahel*, Étude du Centre de Développement, OCDE, Paris.

BAD-OCDE (à paraître), *Actes du deuxième Forum international sur les perspectives africaines : L'intégration régionale en Afrique*, Séminaires du Centre de Développement, OCDE, Paris.

BAYART, J.F. (1989), *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris.

BERTHÉLEMY, J.C. et L. SÖDERLING, avec J.M. SALMON et H.-B. SOLIGNAC LECOMTE (2001) *L'Afrique émergente*, Étude du Centre de Développement, OCDE, Paris.

DAVY, A. (2001), *Companies in Conflict Situations: A Role for Tri-Sector Partnerships?*, Working Paper No. 9, Business Partners for Development – Natural Resources Cluster, BPD, Londres.
www.bpd-naturalresources.org/media/pdf/working/work9.pdf

GOLDSTEIN, A. and N.S. NDUNG'U. (2001), *Regional Integration Experience in Eastern African Region*, Technical Paper No. 171, Centre de Développement, OCDE, Paris. (*)

GOUDIE, A. et B. NEYAPTI (1999), *Conflits et croissance en Afrique. Vol. 3 L'Afrique australe*, Étude du Centre de Développement, OCDE, Paris.

HUMAN RIGHTS WATCH (2001a), *L'Ouganda dans l'est de la RDC : une présence qui attise les conflits politiques et ethniques*, Vol. 13, No. 2 (A), mars.
www.hrw.org/french/reports/drc2001/

HUMAN RIGHTS WATCH (2001b), « Background to the Hema-Lendu Conflict in Uganda-Controlled Congo », Africa Backgrounders, 22 janvier.
www.hrw.org/backgrounder/africa/hemabckg.htm

IGC (2001), *Disarmament in the Congo: Investing in Conflict Prevention*, Africa Briefing, Brussels, June.
www.intl-crisis-group.org/projects/showreport.cfm?reportid=312

IGC (2000), *Scramble for the Congo – Anatomy of an Ugly War*, IGC Africa Report No. 26, Nairobi/Brussels, December.
www.crisisweb.org/projects/africa/d.r.congo/reports/A400130_20122000.pdf

JENKINS, C. (2001), *Integration and Co-operation in Southern Africa*, Technical Paper No. 172, Centre de Développement, OCDE, Paris. (*)

KLUGMAN, J. B. NEYAPTI et F. STEWART (1999), *Conflits et croissance en Afrique. Vol. 2 Kenya, Ouganda et Tanzanie*, Étude du Centre de Développement, OCDE, Paris.

- LE BILLON, P. with J. MACRAE, N. LEADER and R. EAST (2000), *The Political Economy of War : What Relief Agencies Need to Know*, Humanitarian Practice Network Paper No. 33, London:Overseas Development Institute
www.odihpn.org/editme/publications.asp
- MATON, J., K. SCHOORS and A. VAN BAUWEL (2000), *Congo 1965-1998*, mimeo, étude de cas réalisée dans le cadre du projet « Afrique émergente », Centre de Développement de l'OCDE, Paris.
- MOKOLI, M.M. and H.P. BINSWANGER (1998), *Prerequisites for a Development-Oriented State in the Democratic Republic of the Congo*, Working Paper 2018, World Bank, Washington, D.C.
www.worldbank.org/html/dec/Publications/Workpapers/wps2000series/wps2018/wps2018.pdf
- OCDE-CAD (2001), *Contribuer à prévenir les conflits violents : orientations à l'intention des partenaires extérieurs*, OCDE, Paris.
www.oecd.org/dac/pdf/G-conf-f.pdf
- OXFAM (2000), *A Forgotten War – A Forgotten Emergency: The Democratic Republic of Congo*, Policy Paper 12/00, Oxfam GB, Oxford.
www.oxfam.org.uk/policy/papers/drc.htm
- OXFAM GB/SAVE THE CHILDREN / CHRISTIAN AID (2001), *No End in Sight - The Human Tragedy of the Conflict in the Democratic Republic of Congo*, Oxfam Briefing, August.
www.oxfam.org.uk/policy/papers/drc2.htm
- WARNER, M. (2000), *Tri-Sector Partnerships for Social Investment within the Oil, Gas and Mining sectors: an Analytical Framework*, Working Paper No. 2, Business Partners for Development - Natural Resources Cluster, BPD, Londres.
www.bpd-naturalresources.org/media/pdf/working/work2.pdf

AUTRES TITRES DANS LA SÉRIE/ OTHER TITLES IN THE SERIES

Tous ces documents peuvent être téléchargés à partir de :

<http://www.oecd.org/dev/pub/tp1a.htm>, *obtenus via le mél (cendev.contact@oecd.org)*

ou commandés à l'adresse qui se trouve à la page 3

- Technical Paper No.1, *Macroeconomic Adjustment and Income Distribution: A Macro-Micro Simulation Model*, by F. Bourguignon, W.H. Branson, J. de Melo, March 1989.
- Technical Paper No. 2, *International Interactions In Food and Agricultural Policies: Effect of Alternative Policies*, by J. Zietz and A. Valdés, April, 1989.
- Technical Paper No. 3, *The Impact of Budget Retrenchment on Income Distribution in Indonesia: A Social Accounting Matrix Application*, by S. Keuning, E. Thorbecke, June 1989.
- Technical Paper No. 3a, *Statistical Annex to The Impact of Budget Retrenchment*, June 1989.
- Technical Paper No. 4, *Le Rééquilibrage entre le secteur public et le secteur privé : le cas du Mexique*, by C.-A. Michalet, June 1989.
- Technical Paper No. 5, *Rebalancing the Public and Private Sectors: The Case of Malaysia*, by R. Leeds, July 1989.
- Technical Paper No. 6, *Efficiency, Welfare Effects, and Political Feasibility of Alternative Antipoverty and Adjustment Programs*, by A. de Janvry and E. Sadoulet, January 1990.
- Document Technique No. 7, *Ajustement et distribution des revenus : application d'un modèle macro-micro au Maroc*, par Christian Morrisson, avec la collaboration de Sylvie Lambert et Akiko Suwa, décembre 1989.
- Technical Paper No. 8, *Emerging Maize Biotechnologies and their Potential Impact*, by W. Burt Sundquist, October 1989.
- Document Technique No. 9, *Analyse des variables socio-culturelles et de l'ajustement en Côte d'Ivoire*, par W. Weekes-Vagliani, janvier 1990.
- Technical Paper No. 10, *A Financial Computable General Equilibrium Model for the Analysis of Ecuador's Stabilization Programs*, by André Fargeix and Elisabeth Sadoulet, February 1990.
- Technical Paper No. 11, *Macroeconomic Aspects, Foreign Flows and Domestic Savings Performance in Developing Countries. A "State of The Art" Report*, by Anand Chandavarkar, February 1990.
- Technical Paper No. 12, *Tax Revenue Implications of the Real Exchange Rate: Econometric Evidence from Korea and Mexico*, by Virginia Fierro-Duran and Helmut Reisen, April 1990.
- Technical Paper No. 13, *Agricultural Growth and Economic Development: The Case of Pakistan*, by Naved Hamid and Wouter Tins, April 1990.
- Technical Paper No. 14, *Rebalancing The Public and Private Sectors in Developing Countries. The Case of Ghana*, by Dr. H. Akuoko-Frimpong, June 1990.
- Technical Paper No. 15, *Agriculture and the Economic Cycle: An Economic and Econometric Analysis with Special Reference to Brazil*, by Florence Contre and Ian Goldin, June 1990.
- Technical Paper No. 16, *Comparative Advantage: Theory and Application to Developing Country Agriculture*, by Ian Goldin, June 1990.
- Technical Paper No.17, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Brazil*, by Bernardo Sorj and John Wilkinson, June 1990.
- Technical Paper No. 18, *Economic Policies and Sectoral Growth: Argentina 1913-1984*, by Yair Mundlak, Domingo Cavallo, Roberto Domenech, June 1990.
- Technical Paper No. 19, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize In Mexico*, by Jaime A. Matus Gardea, Arturo Puente Gonzalez, Cristina Lopez Peralta, June 1990.
- Technical Paper No. 20, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Thailand*, by Suthad Setboonsarng, July 1990.
- Technical Paper No. 21, *International Comparisons of Efficiency in Agricultural Production*, by Guillermo Flichmann, July 1990.
- Technical Paper No. 22, *Unemployment in Developing Countries: New Light on an Old Problem*, by David Turnham and Denizhan Eröcal, July 1990.
- Technical Paper No. 23, *Optimal Currency Composition of Foreign Debt: the Case of Five Developing Countries*, by Pier Giorgio Gawronski, August 1990.
- Technical Paper No. 24, *From Globalization to Regionalization: the Mexican Case*, by Wilson Peres Nuñez, August 1990.
- Technical Paper No. 25, *Electronics and Development in Venezuela. A User-Oriented Strategy and its Policy Implications*, by Carlota Perez, October 1990.
- Technical Paper No. 26, *The Legal Protection of Software. Implications for Latecomer Strategies in Newly Industrialising Economies NIEs and Middle-Income Economies MIEs*, by Carlos Maria Correa, October 1990.
- Technical Paper No. 27, *Specialization, Technical Change and Competitiveness in the Brazilian Electronics Industry*, by Claudio R. Frischtak, October 1990.
- Technical Paper No. 28, *Internationalization Strategies of Japanese Electronics Companies: Implications for Asian Newly Industrializing Economies NIEs*, by Bundo Yamada, October 1990.
- Technical Paper No. 29, *The Status and an Evaluation of the Electronics Industry in Taiwan*, by Gee San, October 1990.

- Technical Paper No. 30, *The Indian Electronics Industry: Current Status, Perspectives and Policy Options*, by Ghayur Alam, October 1990.
- Technical Paper No. 31, *Comparative Advantage in Agriculture in Ghana*, by James Pickett and E. Shaeeldin, October 1990.
- Technical Paper No. 32, *Debt Overhang, Liquidity Constraints and Adjustment Incentives*, by Bert Hofman and Helmut Reisen, October 1990.
- Technical Paper No. 34, *Biotechnology and Developing Country Agriculture: Maize in Indonesia*, by Hidajat Nataatmadja *et al.*, January 1991.
- Technical Paper No. 35, *Changing Comparative Advantage in Thai Agriculture*, by Ammar Siamwalla, Suthad Setboonsarng and Prasong Werakarnjanapongs, March 1991.
- Technical Paper No. 36, *Capital Flows and the External Financing of Turkey's Imports*, by Ziya Önis and Süleyman Özmucur, July 1991.
- Technical Paper No. 37, *The External Financing of Indonesia's Imports*, by Glenn P. Jenkins and Henry B.F. Lim, July 1991.
- Technical Paper No. 38, *Long-term Capital Reflow under Macroeconomic Stabilization in Latin America*, by Beatriz Armendariz de Aghion, April 1991.
- Technical Paper No. 39, *Buybacks of LDC Debt and the Scope for Forgiveness*, by Beatriz Armendariz de Aghion, April 1991.
- Technical Paper No. 40, *Measuring and Modelling Non-Tariff Distortions with Special Reference to Trade in Agricultural Commodities*, by Peter J. Lloyd, July 1991.
- Technical Paper No. 41, *The Changing Nature of IMF Conditionality*, by Jacques J. Polak, August 1991.
- Technical Paper No. 42, *Time-Varying Estimates on the Openness of the Capital Account in Korea and Taiwan*, by Helmut Reisen and Hélène Yéches, August 1991.
- Technical Paper No. 43, *Toward a Concept of Development Agreements*, by F. Gerard Adams, August 1991.
- Document technique No. 44, *Le Partage du fardeau entre les créanciers de pays débiteurs défaillants*, par Jean-Claude Berthélemy et Ann Vourc'h, septembre 1991.
- Technical Paper No. 45, *The External Financing of Thailand's Imports*, by Supote Chunanunthathum, October 1991.
- Technical Paper No. 46, *The External Financing of Brazilian Imports*, by Enrico Colombatto, with Elisa Luciano, Luca Gargiulo, Pietro Garibaldi and Giuseppe Russo, October 1991.
- Technical Paper No. 47, *Scenarios for the World Trading System and their Implications for Developing Countries*, by Robert Z. Lawrence, November 1991.
- Technical Paper No. 48, *Trade Policies in a Global Context: Technical Specification of the Rural/UrbanNorth/South RUNS Applied General Equilibrium Model*, by Jean-Marc Burniaux and Dominique van der Mensbrugghe, November 1991.
- Technical Paper No. 49, *Macro-Micro Linkages: Structural Adjustment and Fertilizer Policy in Sub-Saharan Africa*, by Jean-Marc Fontaine with the collaboration of Alice Sinzingre, December 1991.
- Technical Paper No. 50, *Aggregation by Industry in General Equilibrium Models with International Trade*, by Peter J. Lloyd, December 1991.
- Technical Paper No. 51, *Policy and Entrepreneurial Responses to the Montreal Protocol: Some Evidence from the Dynamic Asian Economies*, by David C. O'Connor, December 1991.
- Technical Paper No. 52, *On the Pricing of LDC Debt: an Analysis based on Historical Evidence from Latin America*, by Beatriz Armendariz de Aghion, February 1992.
- Technical Paper No. 53, *Economic Regionalisation and Intra-Industry Trade: Pacific-Asian Perspectives*, by Kiichiro Fukasaku, February 1992.
- Technical Paper No. 54, *Debt Conversions in Yugoslavia*, by Mojmir Mrak, February 1992.
- Technical Paper No. 55, *Evaluation of Nigeria's Debt-Relief Experience 1985-1990*, by N.E. Ogbe, March 1992.
- Document technique No. 56, *L'Expérience de l'allègement de la dette du Mali*, par Jean-Claude Berthélemy, février 1992.
- Technical Paper No. 57, *Conflict or Indifference: US Multinationals in a World of Regional Trading Blocs*, by Louis T. Wells, Jr., March 1992.
- Technical Paper No. 58, *Japan's Rapidly Emerging Strategy Toward Asia*, by Edward J. Lincoln, April 1992.
- Technical Paper No. 59, *The Political Economy of Stabilization Programmes in Developing Countries*, by Bruno S. Frey and Reiner Eichenberger, April 1992.
- Technical Paper No. 60, *Some Implications of Europe 1992 for Developing Countries*, by Sheila Page, April 1992.
- Technical Paper No. 61, *Taiwanese Corporations in Globalisation and Regionalisation*, by San Gee, April 1992.
- Technical Paper No. 62, *Lessons from the Family Planning Experience for Community-Based Environmental Education*, by Winifred Weekes-Vagliani, April 1992.
- Technical Paper No. 63, *Mexican Agriculture in the Free Trade Agreement: Transition Problems in Economic Reform*, by Santiago Levy and Sweder van Wijnbergen, May 1992.
- Technical Paper No. 64, *Offensive and Defensive Responses by European Multinationals to a World of Trade Blocs*, by John M. Stopford, May 1992.
- Technical Paper No. 65, *Economic Integration in the Pacific*, by Richard Drobnick, May 1992.
- Technical Paper No. 66, *Latin America in a Changing Global Environment*, by Winston Fritsch, May 1992.
- Technical Paper No. 67, *An Assessment of the Brady Plan Agreements*, by Jean-Claude Berthélemy and Robert Lensink, May 1992.
- Technical Paper No. 68, *The Impact of Economic Reform on the Performance of the Seed Sector in Eastern and Southern Africa*, by Elizabeth Cromwell, May 1992.
- Technical Paper No. 69, *Impact of Structural Adjustment and Adoption of Technology on Competitiveness of Major Cocoa Producing Countries*, by Emily M. Bloomfield and R. Antony Lass, June 1992.
- Technical Paper No. 70, *Structural Adjustment and Moroccan Agriculture: an Assessment of the Reforms in the Sugar and Cereal Sectors*, by Jonathan Kydd and Sophie Thoyer, June 1992.
- Document technique No. 71, *L'Allègement de la dette au Club de Paris : les évolutions récentes en perspective*, par Ann Vourc'h, juin 1992.

- Technical Paper No. 72, *Biotechnology and the Changing Public/Private Sector Balance: Developments in Rice and Cocoa*, by Carliene Brenner, July 1992.
- Technical Paper No. 73, *Namibian Agriculture: Policies and Prospects*, by Walter Elkan, Peter Amutenya, Jochbeth Andima, Robin Sherbourne and Eline van der Linden, July 1992.
- Technical Paper No. 74, *Agriculture and the Policy Environment: Zambia and Zimbabwe*, by Doris J. Jansen and Andrew Rukovo, July 1992.
- Technical Paper No. 75, *Agricultural Productivity and Economic Policies: Concepts and Measurements*, by Yair Mundlak, August 1992.
- Technical Paper No. 76, *Structural Adjustment and the Institutional Dimensions of Agricultural Research and Development in Brazil: Soybeans, Wheat and Sugar Cane*, by John Wilkinson and Bernardo Sorj, August 1992.
- Technical Paper No. 77, *The Impact of Laws and Regulations on Micro and Small Enterprises in Niger and Swaziland*, by Isabelle Joumard, Carl Liedholm and Donald Mead, September 1992.
- Technical Paper No. 78, *Co-Financing Transactions between Multilateral Institutions and International Banks*, by Michel Bouchet and Amit Ghose, October 1992.
- Document technique No. 79, *Allégement de la dette et croissance : le cas mexicain*, par Jean-Claude Berthélemy et Ann Vourc'h, octobre 1992.
- Document technique No. 80, *Le Secteur informel en Tunisie : cadre réglementaire et pratique courante*, par Abderrahman Ben Zakour et Farouk Kria, novembre 1992.
- Technical Paper No. 81, *Small-Scale Industries and Institutional Framework in Thailand*, by Naruemol Bunjongjit and Xavier Oudin, November 1992.
- Technical Paper No. 81a, Statistical Annex, November 1992.
- Document technique No. 82, *L'Expérience de l'allégement de la dette du Niger*, par Ann Vourc'h et Maina Boukar Moussa, novembre 1992.
- Technical Paper No. 83, *Stabilization and Structural Adjustment in Indonesia: an Intertemporal General Equilibrium Analysis*, by David Roland-Holst, November 1992.
- Technical Paper No. 84, *Striving for International Competitiveness: Lessons from Electronics for Developing Countries*, by Jan Maarten de Vet, March 1993.
- Document technique No. 85, *Micro-entreprises et cadre institutionnel en Algérie*, par Hocine Benissad, mars 1993.
- Technical Paper No. 86, *Informal Sector and Regulations in Ecuador and Jamaica*, by Emilio Klein and Victor E. Tokman, August 1993.
- Technical Paper No. 87, *Alternative Explanations of the Trade-Output Correlation in the East Asian Economies*, by Colin I. Bradford Jr. and Naomi Chakwin, August 1993.
- Document technique No. 88, *La Faisabilité politique de l'ajustement dans les pays africains*, par Christian Morriçon, Jean-Dominique Lafay et Sébastien Dessus, novembre 1993.
- Technical Paper No. 89, *China as a Leading Pacific Economy*, by Kiichiro Fukasaku and Mingyuan Wu, November 1993.
- Technical Paper No. 90, *A Detailed Input-Output Table for Morocco, 1990*, by Maurizio Bussolo and David Roland-Holst November 1993.
- Technical Paper No. 91, *International Trade and the Transfer of Environmental Costs and Benefits*, by Hiro Lee and David Roland-Holst, December 1993.
- Technical Paper No. 92, *Economic Instruments in Environmental Policy: Lessons from the OECD Experience and their Relevance to Developing Economies*, by Jean-Philippe Barde, January 1994.
- Technical Paper No. 93, *What Can Developing Countries Learn from OECD Labour Market Programmes and Policies?*, by Åsa Sohlman with David Turnham January 1994.
- Technical Paper No. 94, *Trade Liberalization and Employment Linkages in the Pacific Basin*, by Hiro Lee and David Roland-Holst, February 1994.
- Technical Paper No. 95, *Participatory Development and Gender: Articulating Concepts and Cases*, by Winifred Weekes-Vagliani, February 1994.
- Document technique No. 96, *Promouvoir la maîtrise locale et régionale du développement : une démarche participative à Madagascar*, by Philippe de Rham and Bernard J. Lecomte, Juin 1994.
- Technical Paper No. 97, *The OECD Green Model: an Updated Overview*, by Hiro Lee, Joaquim Oliveira-Martins and Dominique van der Mensbrugghe, August 1994.
- Technical Paper No. 98, *Pension Funds, Capital Controls and Macroeconomic Stability*, by Helmut Reisen and John Williamson August 1994.
- Technical Paper No. 99, *Trade and Pollution Linkages: Piecemeal Reform and Optimal Intervention*, by John Beghin, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, October 1994.
- Technical Paper No. 100, *International Initiatives in Biotechnology for Developing Country Agriculture: Promises and Problems*, by Carliene Brenner and John Komen, October 1994.
- Technical Paper No. 101, *Input-based Pollution Estimates for Environmental Assessment in Developing Countries*, by Sébastien Dessus, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugghe, October 1994.
- Technical Paper No. 102, *Transitional Problems from Reform to Growth: Safety Nets and Financial Efficiency in the Adjusting Egyptian Economy*, by Mahmoud Abdel-Fadil, December 1994.
- Technical Paper No. 103, *Biotechnology and Sustainable Agriculture: Lessons from India*, by Ghayur Alam, December 1994.
- Technical Paper No. 104, *Crop Biotechnology and Sustainability: a Case Study of Colombia*, by Luis R. Sanint, January 1995.
- Technical Paper No. 105, *Biotechnology and Sustainable Agriculture: the Case of Mexico*, by José Luis Solleiro Rebollo, January 1995.
- Technical Paper No. 106, *Empirical Specifications for a General Equilibrium Analysis of Labor Market Policies and Adjustments*, by Andréa Maechler and David Roland-Holst, May 1995.

- Document technique No. 107, *Les Migrants, partenaires de la coopération internationale : le cas des Maliens de France*, par Christophe Daum, juillet 1995.
- Document technique No. 108, *Ouverture et croissance industrielle en Chine : étude empirique sur un échantillon de villes*, par Sylvie Démurger, Septembre 1995.
- Technical Paper No. 109, *Biotechnology and Sustainable Crop Production in Zimbabwe*, by John J. Woodend, December 1995.
- Document technique No. 110, *Politiques de l'environnement et libéralisation des échanges au Costa Rica : une vue d'ensemble*, par Sébastien Dessus et Maurizio Bussolo, février 1996.
- Technical Paper No. 111, *Grow Now/Clean Later, or the Pursuit of Sustainable Development?*, by David O'Connor, March 1996.
- Technical Paper No. 112, *Economic Transition and Trade-Policy Reform: Lessons from China*, by Kiichiro Fukasaku and Henri-Bernard Solignac Lecomte, July 1996.
- Technical Paper No. 113, *Chinese Outward Investment in Hong Kong: Trends, Prospects and Policy Implications*, by Yun-Wing Sung, July 1996.
- Technical Paper No. 114, *Vertical Intra-industry Trade between China and OECD Countries*, by Lisbeth Hellvin, July 1996.
- Document technique No. 115, *Le Rôle du capital public dans la croissance des pays en développement au cours des années 80*, par Sébastien Dessus et Rémy Herrera, July 1996.
- Technical Paper No. 116, *General Equilibrium Modelling of Trade and the Environment*, by John Beghin, Sébastien Dessus, David Roland-Holst and Dominique van der Mensbrugge, September 1996.
- Technical Paper No. 117, *Labour Market Aspects of State Enterprise Reform in Viet Nam*, by David O'Connor, September 1996.
- Document technique No. 118, *Croissance et compétitivité de l'industrie manufacturière au Sénégal*, par Thierry Latreille et Aristomène Varoudakis, Octobre 1996.
- Technical Paper No. 119, *Evidence on Trade and Wages in the Developing World*, by Donald J. Robbins, December 1996.
- Technical Paper No. 120, *Liberalising Foreign Investments by Pension Funds: Positive and Normative Aspects*, by Helmut Reisen, January 1997.
- Document technique No. 121, *Capital Humain, ouverture extérieure et croissance : estimation sur données de panel d'un modèle à coefficients variables*, par Jean-Claude Berthélemy, Sébastien Dessus et Aristomène Varoudakis, janvier 1997.
- Technical Paper No. 122, *Corruption: The Issues*, by Andrew W. Goudie and David Stasavage, January 1997.
- Technical Paper No. 123, *Outflows of Capital from China*, by David Wall, March 1997.
- Technical Paper No. 124, *Emerging Market Risk and Sovereign Credit Ratings*, by Guillermo Larraín, Helmut Reisen and Julia von Maltzan, April 1997.
- Technical Paper No. 125, *Urban Credit Co-operatives in China*, by Eric Girardin and Xie Ping, August 1997.
- Technical Paper No. 126, *Fiscal Alternatives of Moving from Unfunded to Funded Pensions*, by Robert Holzmann, August 1997.
- Technical Paper No. 127, *Trade Strategies for the Southern Mediterranean*, by Peter A. Petri, December 1997.
- Technical Paper No. 128, *The Case of Missing Foreign Investment in the Southern Mediterranean*, by Peter A. Petri, December 1997.
- Technical Paper No. 129, *Economic Reform in Egypt in a Changing Global Economy*, by Joseph Licari, December 1997.
- Technical Paper No. 130, *Do Funded Pensions Contribute to Higher Aggregate Savings? A Cross-Country Analysis*, by Jeanine Bailliu and Helmut Reisen, December 1997.
- Technical Paper No. 131, *Long-run Growth Trends and Convergence Across Indian States*, by Rayaprolu Nagaraj, Aristomène Varoudakis and Marie-Ange Véganzonès, January 1998.
- Technical Paper No. 132, *Sustainable and Excessive Current Account Deficits*, by Helmut Reisen, February 1998.
- Technical Paper No. 133, *Intellectual Property Rights and Technology Transfer in Developing Country Agriculture: Rhetoric and Reality*, by Carlene Brenner, March 1998.
- Technical Paper No. 134, *Exchange-rate Management and Manufactured Exports in Sub-Saharan Africa*, by Khalid Sekkat and Aristomène Varoudakis, March 1998.
- Technical Paper No. 135, *Trade Integration with Europe, Export Diversification and Economic Growth in Egypt*, by Sébastien Dessus and Akiko Suwa-Eisenmann, June 1998.
- Technical Paper No. 136, *Domestic Causes of Currency Crises: Policy Lessons for Crisis Avoidance*, by Helmut Reisen, June 1998.
- Technical Paper No. 137, *A Simulation Model of Global Pension Investment*, by Landis MacKellar and Helmut Reisen, August 1998.
- Technical Paper No. 138, *Determinants of Customs Fraud and Corruption: Evidence from Two African Countries*, by David Stasavage and Cécile Daubrée, August 1998.
- Technical Paper No. 139, *State Infrastructure and Productive Performance in Indian Manufacturing*, by Arup Mitra, Aristomène Varoudakis and Marie-Ange Véganzonès, August 1998.
- Technical Paper No. 140, *Rural Industrial Development in Viet Nam and China: A Study of Contrasts*, by David O'Connor, August 1998.
- Technical Paper No. 141, *Labour Market Aspects of State Enterprise Reform in China*, by Fan Gang, Maria Rosa Lunati and David O'Connor, October 1998.
- Technical Paper No. 142, *Fighting Extreme Poverty in Brazil: The Influence of Citizens' Action on Government Policies*, by Fernanda Lopes de Carvalho, November 1998.
- Technical Paper No. 143, *How Bad Governance Impedes Poverty Alleviation in Bangladesh*, by Rehman Sobhan, November 1998.
- Document technique No. 144, *La libéralisation de l'agriculture tunisienne et l'Union européenne : une vue prospective*, par Mohamed Abdelbasset Chemingui et Sébastien Dessus, février 1999.
- Technical Paper No. 145, *Economic Policy Reform and Growth Prospects in Emerging African Economies*, by Patrick Guillaumont, Sylviane Guillaumont Jeanneney and Aristomène Varoudakis, March 1999.
- Technical Paper No. 146, *Structural Policies for International Competitiveness in Manufacturing: The Case of Cameroon*, by Ludvig Söderling, March 1999.
- Technical Paper No. 147, *China's Unfinished Open-Economy Reforms: Liberalisation of Services*, by Kiichiro Fukasaku, Yu Ma and Qiumei Yang, April 1999.
- Technical Paper No. 148, *Boom and Bust and Sovereign Ratings*, by Helmut Reisen and Julia von Maltzan, June 1999.

- Technical Paper No. 149, *Economic Opening and the Demand for Skills in Developing Countries: A Review of Theory and Evidence*, by David O'Connor and Maria Rosa Lunati, June 1999.
- Technical Paper No. 150, *The Role of Capital Accumulation, Adjustment and Structural Change for Economic Take-off: Empirical Evidence from African Growth Episodes*, by Jean-Claude Berthélemy and Ludvig Söderling, July 1999.
- Technical Paper No. 151, *Gender, Human Capital and Growth: Evidence from Six Latin American Countries*, by Donald J. Robbins, September 1999.
- Technical Paper No. 152, *The Politics and Economics of Transition to an Open Market Economy in Viet Nam*, by James Riedel and William S. Turley, September 1999.
- Technical Paper No. 153, *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: China*, by Wing Thyee Woo, October 1999.
- Technical Paper No. 154, *Infrastructure Development and Regulatory Reform in Sub-Saharan Africa: The Case of Air Transport*, by Andrea E. Goldstein, October 1999.
- Technical Paper No. 155, *The Economics and Politics of Transition to an Open Market Economy: India*, by Ashok V. Desai, October 1999.
- Technical Paper No. 156, *Climate Policy Without Tears: CGE-Based Ancillary Benefits Estimates for Chile*, by Sébastien Dessus and David O'Connor, November 1999.
- Document technique No. 157, *Dépenses d'éducation, qualité de l'éducation et pauvreté : l'exemple de cinq pays d'Afrique francophone*, par Katharina Michaelowa, avril 2000.
- Document technique No. 158, *Une estimation de la pauvreté en Afrique subsaharienne d'après les données anthropométriques*, par Christian Morrisson, Hélène Guilmeau et Charles Linskens, mai 2000.
- Technical Paper No. 159, *Converging European Transitions*, by Jorge Braga de Macedo, July 2000.
- Technical Paper No. 160, *Capital Flows and Growth in Developing Countries: Recent Empirical Evidence*, by Marcelo Soto, July 2000.
- Technical Paper No. 161, *Global Capital Flows and the Environment in the 21st Century*, by David O'Connor, July 2000.
- Technical Paper No. 162, *Financial Crises and International Architecture: A "Eurocentric" Perspective*, by Jorge Braga de Macedo, August 2000.
- Document technique No. 163, *Résoudre le problème de la dette : de l'initiative PPTTE à Cologne*, par Anne Joseph, août 2000.
- Technical Paper No. 164, *E-Commerce for Development: Prospects and Policy Issues*, by Andrea Goldstein and David O'Connor, September 2000.
- Technical Paper No. 165, *Negative Alchemy? Corruption and Composition of Capital Flows*, by Shang-Jin Wei, October 2000.
- Technical Paper No. 166, *The HIPC Initiative: True And False Promises*, by Daniel Cohen, October 2000.
- Document technique No. 167, *Les facteurs explicatifs de la malnutrition en Afrique subsaharienne*, par Christian Morrisson et Charles Linskens, octobre 2000.
- Technical Paper No. 168, *Human Capital and Growth: A Synthesis Report*, by Christopher A. Pissarides, November 2000.
- Technical Paper No. 169, *Obstacles to Expanding Intra-African Trade*, by Roberto Longo and Khalid Sekkat, March 2001.
- Technical Paper No. 170, *Regional Integration In West Africa*, by Ernest Aryeetey, March 2001.
- Technical Paper No. 171, *Regional Integration Experience in the Eastern African Region*, by Andrea Goldstein and Njuguna S. Ndung'u, March 2001.
- Technical Paper No. 172, *Integration and Co-operation in Southern Africa*, by Carolyn Jenkins, March 2001.
- Technical Paper No. 173, *FDI in Sub-Saharan Africa*, by Nudger Odenthal, March 2001.
- Document technique No. 174, *La réforme des télécommunications en Afrique subsaharienne*, par Patrick Plane, mars 2001.
- Technical Paper No. 175, *Fighting Corruption in Customs Administration: What Can We Learn from Recent Experiences?*, by Irène Hors, April 2001.
- Technical Paper No. 176, *Globalisation and Transformation: Illusions and Reality*, by Grzegorz W. Kolodko, May 2001.
- Technical Paper No. 177, *External Solvency, Dollarisation and Investment Grade: Towards a Virtuous Circle*, by Martin Grandes, June 2001.